

**Présidence du CNPM : Le vin est-il déjà tiré pour Mamadou Sinsy Coulibaly ?**

MALI

**711**

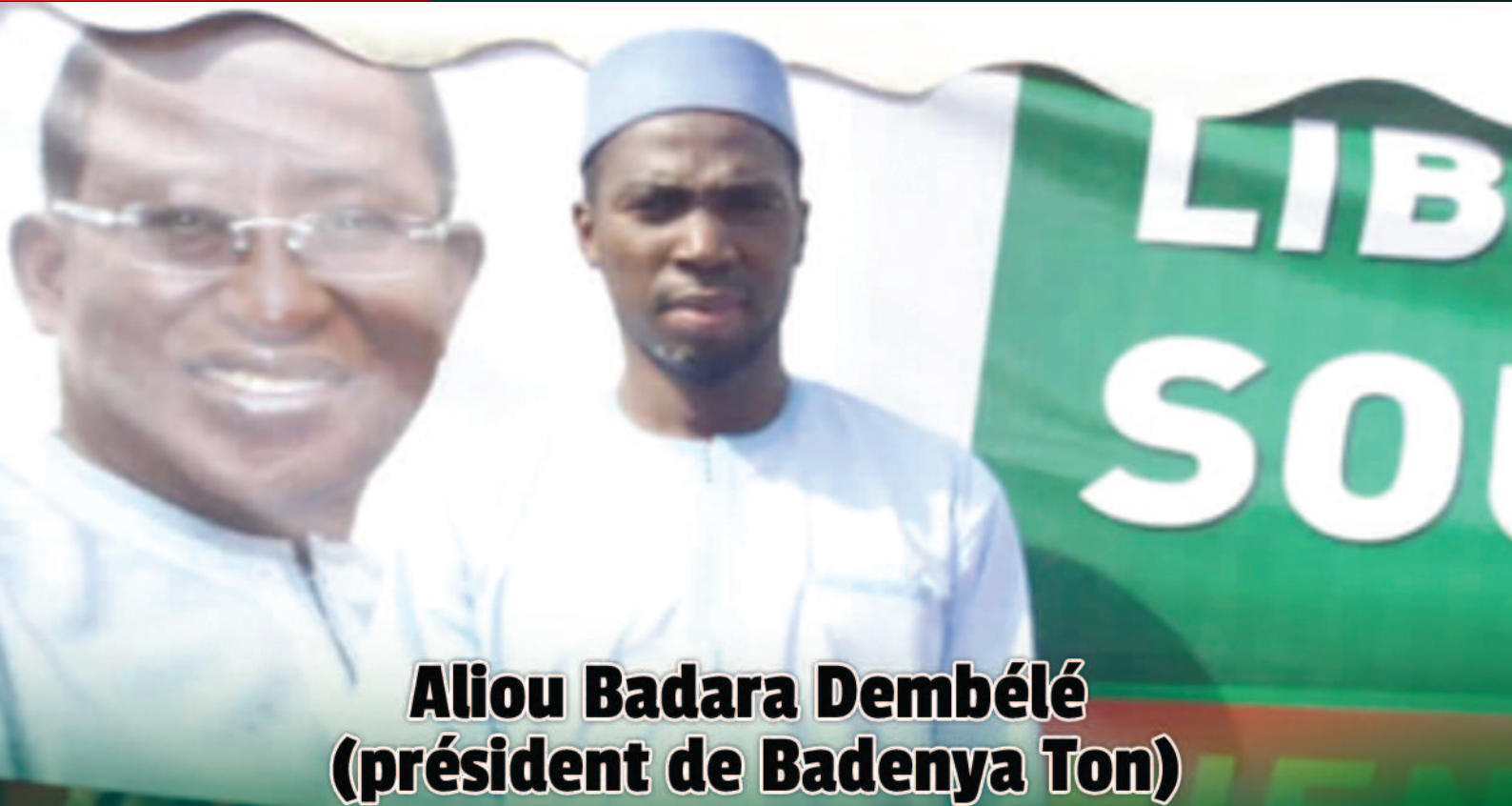
[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 19 OCTOBRE 2020

**Malikilé**

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Aliou Badara Dembélé  
(président de Badenya Ton)**

**Fracassantes révélations  
sur Mahmoud Dicko**



**Mali : Les Maliens seraient-ils devenus ingouvernables ?**



**Les affabulations de Issa Kaou N'Djim sur fond de trahison du M5-RFP : vise-t-il le CNT ?**



**SAER GROUP C'EST:**

**+ de 400  
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de  
**26 sociétés**, qui oeuvrent tous au rayonnement  
de la marque SAER.

**SAER GROUP**

<b>Une</b>	Aliou Badara Dembélé (président de Badenya Ton) : Fracassantes révélations sur Mahmoud Dicko	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Fuite des sujets du DEF : Un des cerveaux arrêtés par le commissaire divisionnaire de Kalaban coro, Amara Doumbia et ses hommes	<b>P.15</b>
	Iran : Fin de l'embargo international sur les armes	<b>P.15</b>
	Communiqué des forces patriotiques pour la refondation du Mali (FPR-Mali) relatif à l'organisation de l'examen du DEF au Mali.	<b>P.16</b>
	Journée électorale en Guinée Conakry : Une commissaire de la CENI retenue à Coyah, ses garde du corps arrêtés	<b>P.16</b>
	Kindia en Guinée Conakry : Un chef militaire tué – des militaires paradent avec des roquettes.	<b>P.16</b>
	Manifestions à Abidjan pour la libération de Sidiki Diabaté : Général Makosso, Yvidero ... sont de la partie	<b>P.17</b>
	Attaque terroriste dans la région de Ségou : Les habitants de Farabougou toujours cloîtrés chez eux par crainte des assaillants	<b>P.17</b>
<b>Actualité</b>	Note d'information : Visite de prise de contact du nouveau Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle à l'APEJ	<b>P.19</b>
	Gao : Les jeunes au cœur d'un projet sur la réduction des violences communautaires	<b>P.21</b>
	Kidal : La MINUSMA lance un nouveau projet	<b>P.22</b>
	Présidence du CNPM : Le vin est-il déjà tiré pour Mamadou Sinsy Coulibaly ?	<b>P.23</b>
<b>Politique</b>	Imam Mahmoud Dicko : Un fin stratège en matière d'utilisation des frustrations sociales ?25	<b>P.25</b>
	Dialogue avec les terroristes : Les nouveaux dirigeants brisent un tabou	<b>P.26</b>
	Conférence de presse de la CMAS : Issa Kaou Djim le funambule.	<b>P.27</b>
	Mali : Les Maliens seraient-ils devenus ingouvernables ?	<b>P.28</b>
	Les affabulations de Issa Kaou N'Djim sur fond de trahison du M5-RFP : vise-t-il le CNT?	<b>P.30</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Enterrement de vie de jeune fille : Entre imitation et tradition	<b>P.32</b>
<b>International</b>	Côte d'Ivoire : Les principaux partis d'opposition absents de la table des discussions	<b>P.33</b>
	Chine : L'armée renforce ses défenses militaires face à Taiwan avec le DF-17	<b>P.34</b>
	Présidentielle en Guinée : Alpha Condé, portrait d'un animal politique	<b>P.35</b>
<b>Sport</b>	Mali U17 : Les aiglons écrasent 16-1 le standard de Bamako	<b>P.38</b>
	LIVERPOOL : Sadio Mané testé positif au coronavirus	<b>P.38</b>



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

**Site Web** : www.malikile.com

**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



## Aliou Badara Dembélé (président de Badenya Ton) : Fracassantes révélations sur Mahmoud Dicko

Aliou Badara Dembélé est le président de l'Association Badenya Ton mis sur les fonts baptismaux au nom et pour le compte de l'Imam Mahmoud Dicko qui en était le parrain. Celui-ci, après avoir perdu le contrôle d'une précédente association Sabati 2012 qui avait choisi d'accompagner IBK en 2013 quand l'imam Dicko s'en était écarté, avait besoin d'une nouvelle vitrine politique.

En bon soldat de l'imam Dicko Aliou Badara Dembélé s'est dévoué corps et âme à la tâche. Jusqu'à son éloignement de son mentor quand celui-ci, après lui avoir ordonné d'aller au FSD, lui a donné un premier contre-ordre de retrait en faveur de la COFOP. Puis le même « homme de Dieu » l'a instruit de se mettre au service de Boubou Cissé, « son fils qu'il a fait nommer » avant de lui demander de le combattre sans raison convaincante pour lui.

Assimilant un tel revirement à une trahison, il a refusé d'obtempérer.

Il livre à Malikilé quelques pans de sa collaboration avec l'Imam Dicko, qui, espère-t-il « se ressaisira ».

Il se prononce aussi sur la Transition.

**Malikilé :** Bonjour Monsieur Aliou Badara Dembélé, vous êtes le président du Mouvement BADENYA TON. Que pouvez-vous nous dire sur l'Imam Mahmoud Dicko qui a été le parrain de votre mouvement à sa création. Quels sont vos rapports avec lui aujourd'hui ?

**Aliou Badara Dembélé :** Bonjour M. Sow, vraiment nous vous saluons et nous apprécions votre démarche dans la recherche de la vérité. Pour faire un article sur quelque chose il faut approcher les acteurs. C'est vrai qu'au Mali actuellement les gens disent beaucoup de choses sur les réseaux sociaux.

Nous, nous sommes là, nous sommes membres fondateurs de SABATI 2012. Il y a eu des couacs dans le mouvement SABATI que nous n'avons pas apprécié et l'Imam non plus. Le président Boubacar Moussa Bah avait des différends avec l'Imam et avec le chérif de Nioro. Il évoluait seul et n'informait personne de ce qu'il gagnait au nom de SABATI. Il était hostile à tout ce que les membres lui proposaient. Pire, il a organisé une assemblée générale clandestine et a enlevé mon nom du bureau sans vote ni rien. Quand j'ai contesté ce bureau, j'avais été rejoint par beaucoup de camarades dont l'Imam Oumarou Diarra et mon actuel SEGAL, Laya Guindo, etc. Le président ayant appris cette nouvelle, a convoqué une réunion pour dire qu'il est au courant que j'ai créé une fronde. Après, ils se sont tous rétractés à l'exception de Laya Guindo. C'est pourquoi nous avons décidé avec l'Imam Mahmoud Dicko de nous retirer de SABATI 2012 pour créer un autre mouvement politique. L'Imam l'a appelé sa branche politique. Il nous a présenté à tout le monde en tant que telle. On a rencontré entre autres Tiébilé Dramé, Soumaïla Cissé, Maître Mountaga Tall, Poulo, Choguel Kokala Maiga, etc. Ainsi, on a participé à l'animation d'un mouvement que Tiébilé a appelé la Coalition pour le Changement et Alternance 2018. Plus tard, Tiébilé Dramé nous a proposé de nous unir pour choisir un candidat unique pour les présidentielles de 2018. Nous avons adhéré à cette initiative de Tiébilé, surtout qu'il avait récupéré les jeunes de ANTE A BANA. On

a fait des activités dans cette coalition. Et il nous a dit qu'il a choisi le candidat Soumaila Cissé. Que si cela nous plaisait, l'ensemble des membres de la coalition allait se verser dans l'équipe de campagne de Soumaila Cissé. Mais moi-même, en tant que BADENYA TON, j'avais rencontré Soumaila Cissé pour lui parler de notre mouvement. L'Imam même m'a dit que Soumaila lui avait envoyé une de ses sœurs pour vérifier ce que nous lui avions dit. Nous, on avait fait le constat que le président sortant n'a pas été à la hauteur des attentes du peuple malien. L'Imam Dicko était d'accord et le Chérif de Nioro Bouyé aussi, parce que j'étais le président des clubs de soutien de Bouyé et de Dicko. Bien que Bouyé ait opté pour le candidat Aliou Boubacar Diallo, certains de ses adeptes m'avaient suivi pour soutenir la candidature de Soumaila Cissé. Pendant la campagne, Soumaila Cissé nous a donné toute l'attention, tout le respect dû à l'Imam. Vraiment, il avait donné des instructions à Tiébilé Dramé et Me Demba Traoré que pour tout besoin, qu'ils me répondent favorablement sans hésiter. C'est pourquoi, nous avons travaillé dans un confort insolent. Pour ne pas m'éterniser sur la campagne, après la proclamation des résultats définitifs par la Cour Constitutionnelle, nous avons dit que ce n'est plus le directoire de campagne qui doit continuer à travailler. C'est ce qui nous a conduits à la création du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie. C'est d'ailleurs très



important pour moi de rectifier que contrairement à ce que vous avez écrit que j'étais un espion de l'Imam au FSD, ce n'est pas comme ça, je suis un membre fondateur du FSD. C'est vrai que nous avons choisi l'Imam parce que nous avons cru que c'est un visionnaire. D'ailleurs jusqu'à présent nous sommes avec lui. Mais, il faut quand même reconnaître que moi, personnellement, je me suis retiré. Sinon même mon Secrétaire Général devait le voir avant qu'il ne parte à Yorosso. (Ndlr : il y a environ une semaine). D'aucun me disent « mais toi Dembélé, tu étais le bras droit de l'Imam, mais on ne te voit plus ». Mais, j'ai été clair, je ne participerai à aucune activité où il y a Kaou N'DJIM.

**Mahmoud Dicko nous a demandé d'aller au FSD, puis de le quitter pour la COFOP. Nous avons été utilisés.**

Quant à l'Imam, c'est normal, tout homme a ses qualités et ses défauts. Mais, à un moment donné, je n'ai pas accepté de le suivre en raison de mes principes. C'est lui, l'Imam, qui nous a instruits d'aller à la création du FSD avec l'opposition et quelques mois plus tard, il nous demande de quitter FSD parce que ce mouvement avait atteint ses limites et de créer Coalition des Forces Patriotiques COFOP avec les Poulo (Husseini Amion Guindo Ndlr).





Nous avons obéi sans comprendre en nous disant que vu sa sagesse, il a dû voir quelque chose venir. Malheureusement, il n'en était rien et heureusement pour moi que ces hommes politiques avertis ont compris que je n'avais pas le choix. D'ailleurs, au retour de Soumaila Cissé du Burkina Faso, il m'a appelé pour me demander ce qui se passait, qu'on lui a dit que j'ai quitté le FSD. Je lui ai dit que c'est parce que je travaille pour quelqu'un et que s'il décide, je ne pouvais que suivre. Il a souri et il m'a tapé sur mon épaule pour me dire de continuer à aller aux réunions du FSD parce que c'est ma famille. Je sais que certains n'ont pas compris. C'est peut-être pour ça qu'ils ont cru que c'est l'Imam qui m'a fait faire ça. Avec le recul, on se rend compte que nous avons été utilisés. A la COFOP aussi, nous avons travaillé conformément aux recommandations de l'Imam Dicko bien que j'ai compris, en tant qu'homme avisé, que c'est Kaou N'DJIM qui lui a soufflé l'idée de la création de la COFOP. Kaou N'DJIM fait beaucoup de choses à l'insu de l'Imam et d'ailleurs je l'ai prévenu. J'ai dit à l'Imam que Kaou N'DJIM est très dangereux, mais il ne m'a pas écouté.

**Kaou N'DJIM sait qu'il peut manipuler l'imam. Même à la CMAS, les gens ne sont pas d'accord avec lui. L'imam doit choisir entre eux et Kaou N'DJIM.**

C'est après tout cela que Kaou N'DJIM est allé voir l'Imam pour lui dire qu'il veut créer une Coordination des Mouvements, Association et Sympathisants de l'Imam. Quand il est venu me voir, je lui ai dit que je ne voyais pas d'inconvénient à cela. Mais je savais qu'il préparait quelque chose. C'est ce qui fait que je me suis réservé. Comme Kaou N'DJIM sait qu'il pouvait manipuler l'Imam, il en profite pour faire toutes ses gaffes. Ayant compris tout cela, et étant donné que Kaou N'DJIM a épousé la fille de l'Imam, il utilise ce lien de famille pour s'imposer et imposer ses désirs personnels. Bon c'est vrai que c'est compliqué que l'Imam ait accepté de donner sa fille à un homme de caste, je comprends qu'il ne voulait pas voir sa fille divorcer et retourner à la maison vu son rang social. Malheureusement, en Afrique ici, les gens confondent familles et activités professionnelles et politiques.

**J'ai dit aux responsables du M5-RFP que Issa Kaou N'DJIM allait les trahir. Dicko était d'accord avec IBK pour un gouvernement d'union nationale. Ils avaient proposé Mohamed Salia Touré**

Même au niveau de la CMAS, les gens ne sont pas d'accord avec Kaou N'DJIM. Ils se préparent d'ailleurs à rencontrer l'Imam pour lui dire que si c'est Kaou N'DJIM son choix, ils vont se retirer de la CMAS. Ils ne peuvent rester dans

la CMAS avec Kaou N'DJIM à sa tête. D'ailleurs j'ai prévenu les hommes politiques membres du M5-RFP. Ce sont mes grands frères pour la plupart. Je leur ai dit que Issa Kaou N'DJIM allait les trahir. Actuellement, toutes les décisions qu'il prend, c'est unilatéralement décidé sans consulter son bureau. C'est pour cela même qu'à la CMAS, ils sont à la recherche d'un nouveau coordinateur.

**Kaou N'DJIM n'a pas de diplôme. L'imam le laisse faire parce que c'est son gendre.**

Sinon pour Kaou N'DJIM, il a atteint son but, il a fait proposer le jeune Salia Touré au gouvernement. Même à la proposition de IBK de former un gouvernement d'union nationale, l'Imam et Kaou N'DJIM étaient d'accord, mais c'est la détermination du Comité stratégique du M5-RFP et du peuple qui les ont fait plier. Sinon depuis cette proposition, c'est Mohamed Salia Touré, l'actuel ministre de l'Emploi qui avait été choisi par l'Imam et Kaou N'DJIM. Alors que notre mouvement regorge d'intellectuels et d'hommes d'expérience pour être proposés à des postes ministériels mieux que Salia. Mais comme Kaou N'DJIM n'était pas ministrable parce qu'il n'a pas de diplôme, il tenait mordicus à la nomination de Mohamed Salia Touré, parce que ce dernier était un de ses jeunes dévoués. A ce niveau, l'Imam est au courant des actes de Kaou N'DJIM mais,

comme je l'ai dit, Kaou N'DJIM est son gendre. Donc, aussi mal intentionné soit-il, l'Imam le laisse faire.

**L'imam Dicko m'a mis en relation avec Boubou Cissé, son fils qu'il a choisi comme PM. Six mois après, il m'a dit de le quitter. J'ai refusé pour ne pas passer pour un traître.**

Moi, je n'ai pas suivi l'Imam dans ses actions au M5-RFP parce qu'après le FSD, la COFOP et le FSD-SAP, l'Imam m'a mis en relation avec l'ancien premier ministre Boubou Cissé. Ce jour-là, il lui a dit que je suis son bras droit et sa branche politique. Et à moi, il a dit que Boubou est son fils et que c'est lui qui l'a choisi. Seulement six mois après, il m'a dit qu'il faut laisser Boubou. Moi, j'ai pris mes responsabilités en lui disant que non pour des raisons de principe, je ne peux pas laisser Boubou en ce moment. Je l'ai accompagné plusieurs fois voir IBK pour discuter des projets qui sont conformes aux objectifs de BADENYA TON et si je quittais Boubou en si bon chemin, je passerai pour un traître.

Actuellement, à part la sécurité de l'Imam que BADENYA TON fait assurer, nous ne faisons plus rien pour l'Imam. Nous attendons que Kaou N'DJIM détruise la CMAS et voir si l'Imam va nous revenir.

Franchement, avec tout ce qui se passe, Issa Kaou N'DJIM est en train d'exposer l'Imam. Moi, j'assumais tout ce qu'il fallait faire pour protéger son image, mais Kaou N'DJIM, lui, il l'expose. Comme je l'ai dit plus haut, j'ai prévenu l'Imam mais il ne m'a pas écouté.

**Malikilé : Avez-vous alors pris des mesures pour protéger Badenya Ton ?**

**Aliou Badara Dembélé :** non même pas. Moi, je vais paraphraser Kaou N'DJIM en disant que la CMAS « va mourir de sa belle mort ». Je ne vais pas assumer la destruction de la CMAS alors que je n'ai eu aucun rôle dedans. Surtout que je suis déjà accusé de la destruction de SABATI.

**Malikilé : Que pensez-vous de ce qui se dit sur le rôle de l'Imam Dicko dans le choix du Président et du premier ministre de transition ?**



**L'imam était au courant du choix du Premier ministre.**

Aliou Badara Dembélé : Bon, l'Imam a été invité à siéger au collège comme personne ressource, pour mieux comprendre il faut lire le communiqué du M5-RFP, qui dit n'avoir pas été représenté au collège. Quant au choix du premier ministre, je sais quand-même qu'il était au courant mais je ne sais pas jusqu'à quel niveau il était impliqué.

Comme je l'ai dit, je n'ai pas suivi l'Imam dans le mouvement M5, pour la simple raison que

je ne pouvais pas trahir Boubou Cissé, bien qu'il m'ait demandé de laisser Boubou pour aller avec lui dans la contestation.

Aujourd'hui, il faut reconnaître que la demande démesurée de démission de IBK allait créer le chaos. Nous voici dans le chaos. La gestion de IBK valait mieux que ce que nous vivons en ce moment. Aujourd'hui la situation du Mali est pire que sous IBK.

**Malikilé : Au regard de tout ce que vous venez de dire, vous sentez-vous trahi par l'Imam Mahmoud Dicko ?**





**Aliou Badara Dembélé :** En réalité, je n'ai jamais rien demandé à l'Imam. Donc, je ne peux pas dire que j'ai été trahi. Il y a des choses qu'il m'a fait faire, mais si je n'étais pas d'accord, je n'allais pas le faire. Je ne suis pas un enfant. Tout acte que je pose c'est normal que j'assume. Par contre si les membres du M5-RFP eux ont cru qu'ils pouvaient se servir de l'Imam, c'est mal le connaître.

**Malikilé :** **Donc c'est le contraire qui s'est passé ?**

**Président BADEYNA TON :** Ce n'est pas à moi de le dire. Je ne suis ni au M5 ni dans la contestation du régime, donc je ne suis pas au courant.

Moi, je suis membre du bureau de la CMAS, j'en suis le secrétaire politique, mais je le dis rarement aux gens. J'ai même convié une réunion pour dire à mes camarades que la CMAS a été créée pour détruire BADENYA TON. Beaucoup ne m'avaient pas cru, mais finalement tous sont venus me donner raison. D'ailleurs, j'ai été candidat en Commune IV, mais la CMAS a préféré soutenir des candidats adversaires.

**Bouyé a pris ses distances avec l'Imam Mahmoud Dicko. Un très grand mouvement islamique des sunnites a sursis à sa présidence en raison de ses incohérences.**

**Malikilé :** **L'Imam vous a-t-il soutenu ?**

**Aliou Badara Dembélé :** Est-ce que j'avais besoin de son soutien ?

**Malikilé :** **Mais vous êtes président d'un mouvement qui se réclame de lui et la CMAS compte BADEYNA TON en son sein**

**Aliou Badara Dembélé :** Bon s'il a préféré ne pas me soutenir, moi, je ne m'en plains pas. Même quand en 2019, on avait enclenché une lutte d'une très grande envergure contre IBK et Soumeylou Boubeye Maiga, le chérif de Nioro était pour débarquer IBK en ce moment. A ma grande surprise, l'Imam m'a convoqué pour me dire qu'il avait échangé avec IBK et que Boubeye allait démissionner et que lui-même allait choisir un premier ministre. Et son choix a porté sur Boubou Cissé. Ce jour-là d'ailleurs, je lui ai dit que cette décision était très grave parce que Bouyé voulait le départ de IBK et lui il venait faire un accord avec lui sans au préalable en parler avec le chérif. Il m'a répondu « il faut régler ça et après on va voir le chérif ensemble ». C'est ainsi que les choses se sont passées. Et finalement, il a réussi à convaincre Bouyé. Mais le jour où Bouyé a pris sa distance, en termes de collaboration avec l'Imam, c'est quand il a repris les hostilités contre Boubou Cissé et IBK, sans

informer au préalable Bouyé. Malgré tout ça, quand il a été convoqué au Tribunal de la Commune 5, le Chérif de Nioro a personnellement appelé le ministre de la justice pour dire que si Dicko est envoyé en prison, de faire de la place, parce qu'il allait l'y rejoindre. C'est ainsi que la justice s'est rétractée et a annulé la convocation. Tiébilé Dramé est même allé lui dire de ne plus aller au Tribunal. Mais il y est quand-même allé et le lendemain, Issa Kaou N'DJIM, son porte-parole, a fait un point de presse pour annoncer la sortie prochaine pour demander la démission de IBK. Quand le Chérif de Nioro a appris cela, il était dans tous ses états et depuis ce jour, Bouyé a pris ses distances avec l'Imam. Pire, il y avait même un très grand mouvement islamique des sunnites que l'Imam Dicko était choisi pour présider. Cela était préparé pour voir le jour après sa présidence du Haut Conseil Islamique. Mais quand ces gens-là ont remarqué des incohérences, ils ont sursis à la mise en œuvre. Jusqu'à présent ils n'en parlent même plus.

**Kaou N'DJIM partait prendre de l'argent avec des ministres à l'insu de l'Imam. Kaou N'DJIM n'avait rien, il n'avait qu'une petite association « ALLAH KAMA TON » et il vendait des boubous au marché.**



Je sais que l'Imam a des défauts, c'est un homme, cela est normal. Mais Kaou N'DJIM fait certaines choses à son insu. Même quand Kaou N'DJIM partait prendre de l'argent avec des ministres, c'était à l'insu de l'Imam. Le jour que je l'ai su, je suis allé le dire à l'Imam. Il en a même pleuré ce jour-là. Kaou N'DJIM n'avait rien, il n'avait qu'une petite association « ALLAH KAMA TON » et il vendait des boubous au marché, du jour au lendemain, l'Imam le parachute politique. A cause des bavures de Kaou N'DJIM, Dicko a perdu ses relations avec Bouyé, BADENYA TON et même avec les sunnites. Son image est ternie. Mais à ma grande surprise, il ne fait rien pour que ça s'arrête. Mais il se ressaisira.

**Malikilé : Que pensez-vous de l'actualité politique du pays ?**

**Aliou Badara Dembélé :** Vous savez, IBK était pris en otage par Moussa Diawara et sa famille. Boubou même était pris en otage. Boubou Cissé avait même fait une feuille de route en proposant sa propre démission. Et cette feuille de route, il l'avait proposée à l'Imam. Mais l'Imam l'a rejetée. Donc, la responsabilité de l'Imam est bien engagée. A mon avis, le M5-RFP aurait dû accepter la main tendue de IBK et les bras armés de ces militaires. Selon moi, ils se sont partagés les postes du gouvernement et maintenant ils



vont partager le Conseil National de Transition (CNT) aussi entre les membres du « grin » qui n'ont pas eu de place dans le gouvernement. A ce moment-là, nous allons faire une coalition avec le M5-RFP pour créer un autre vaste mouvement pour combattre les militaires. Malheureusement, le MALI KURA tant souhaité par les Maliens, ce n'est pas pour maintenant. D'ailleurs, je suis sûr que ce gouvernement ne dépassera pas 2 mois. On va les garder à l'œil. On espère que ça va

aller. Sinon ils nous trouveront sur leur chemin.

**Malikilé : Monsieur le président, Merci.**

**Aliou Badara Dembélé :** C'est moi qui vous remercie et vraiment courage. Malikilé est l'un des meilleurs journaux de la place.

■ Entretien réalisé par Moctar SOW



## Banque mondiale

Comment encourager les créanciers privés à participer davantage aux efforts de suspension du service de la dette ? Suivez une conversation avec des experts et dirigeants internationaux.



Ladji Bourama. Des artistes, notamment Nainy Diabaté et plusieurs anciens ministres mobilisés à rendre hommage à Ibrahim Boubacar Keita et son épouse Keita Aminata Maïga.

Selon nos longues oreilles dans l'entourage de son dernier premier ministre, aurait confirmé sa présence à l'accueil d'IBK à son domicile. Loyal jusqu'au bout, Boubou Cissé voudrait réaffirmer son soutien à son père politique. Quant au Bureau Politique National du RPM, une source évoque une réunion ce lundi à 16 heures pour décider de la conduite à tenir du parti.

Rappelons que la junte avait accepté le départ d'IBK pour des soins et avait reçu des garanties qu'il retournerait si la justice l'estime nécessaire.

Le figaro du Mali.

@Aziz Maïga ne ment pas

## RFI

Christine Guimonnet, professeure d'histoire-géographie au lycée de Pontoise (Val-d'Oise), et secrétaire générale de l'Associations des professeurs d'histoire-géographie (APHG), réagit à l'assassinat d'un professeur vendredi 16 octobre, qui avait montré à ses élèves les caricatures de Mahomet lors d'un cours.



## MALI KANU

Moussa Mara participe à un débat citoyen dans la banlieue de Bamako à Sirakoro.

Un exercice populaire d'échange direct où aucun sujet n'est tabou avec la possibilité pour chacun d'intervenir.

Pour que les Maliens s'impliquent dans le renouveau du pays, il est indispensable de les éclairer et surtout de les écouter.



## Média A

Retour annoncé d'IBK à Bamako : Un accueil chaleureux s'organise en clando !

Selon nos informations, son retour pourrait s'effectuer en début de semaine s'il n'y a pas de soubresauts. Des sources avancent même la date du Mardi 20 octobre 2020. Pour rendre l'accueil triomphal, son fils, Karim Keita, depuis Abidjan, aurait contacté des barons du régime défunt, acteurs centraux de la CFR ( Convergence Forces Républicaines) pour s'impliquer dans la mobilisation et la réservation d'un accueil chaleureux. L'ex président de l'assemblée nationale, Moussa Tembiné, Hadi Niangadou, l'opérateur économique Hamady Sankaré dit Zé ou Hamane Touré dit Serpent seraient au cœur de l'ambiance triomphale pour



### Bouba Fané

Inchallah on sera tous à l'aéroport  
Après plusieurs semaines de soins à Abu Dhabi, l'ancien Président #IBK rentrera à Bamako dans la soirée du mercredi 21 octobre 2020. Il regagnera le Mali accompagné de son épouse, à bord d'un avion privé affrété par les Emirats arabes unis.



### Bacary Camara

Pole économique et financier  
Un nouvel acharnement judiciaire contre le maire du district de Bamako, Adama Sangaré, concernant la fameuse affaire dite « fonds Sotelma »  
Au moment où la capitale malienne si friande de commérages bruisait à nouveau de canulars sur une prétendue « cavale » du maire Adama Sangaré, nous vous avons donné la bonne information qui consistait à dire que l'édile de Bamako a bien évidemment effectué un voyage en France, mais pour participer au congrès de l'Association des maires francophones (AMF). Tenez-vous bien : c'était avec un ordre de mission signé en bonne et due forme par les nouveaux maires du Mali, le CNSP, pour faire court. Mais à peine revenu de ce séjour parisien, que le Maire est à nouveau convoqué devant les juges du pôle économique et financier, qui cherchent à comprendre l'utilisation faite des « fonds Sotelma », représentant une bagatelle de 1,5 milliards de FCFA mis à la disposition de la mairie du district.  
Le pôle économique et financier dont la vocation est de « chercher le sexe des anges » ne veut vraiment pas laisser – à un an seulement du délai de prescription -- le maire de tout repos. Mais selon une source proche du dossier, celui-ci peut garder toute sa sérénité, car tous les justificatifs des dépenses occasionnées sont entre ses mains. Les fonds en question étaient logés à la primature et toutes les copies des chèques signés pour les retirer sont également à sa disposition.  
Au lieu de s'attaquer à d'importants dossiers de corruption déposés sur sa table, cette structure continue toujours d'enquiquiner le maire pour des affaires qui méritent d'être classés sans suite, étant entendu que toutes les preuves sont bien présentes pour démontrer qu'il n'y a jamais eu de détournement d'argent ou de corruption quelconque dans le dit dossier. Personnalité médiatique de par sa fonc-



tion, il est clair que le maire aurait bien voulu se passer de cette publicité judiciaire qui est ainsi faite en son nom. En tout état de cause les populations bamakoises ne sont pas dupes, le maire Adama Sangaré ne peut être attendu que sur des dossiers fonciers, mais dans le cas contraire, ces procédures judiciaires lancées en son contre ne peuvent relever que du dilatoire. En attendant la conclusion de cette énième affaire, les méchantes rumeurs reprendront encore de plus belle dans ce que l'on peut considérer désormais comme me « cas » Adama Sangaré. C'est la rançon de la popularité ! soit, mais attention surtout aux informations fausses et mensongères colportées par des personnes de mauvaise foi.  
B.CAMARA/ Le Phénix.



### Mimi La Bomba Africana

Si tu parviens à vivre dans une grande famille et sortir vivante, sans folie n'Allah tu peux vivre partout grde famiye = djahanama



### Touré Abdoul Karim

Certains sont obsédés par le dossier de l'avion présidentiel au pôle économique, parce que le nom de Boubeye est cité. Peine perdue, parce qu'ils vont tellement faire tourner ce dossier que le jour où nous nous rendrons compte, tous les problèmes des grands détournements comme ceux de la programmation militaire qui a été annoncé à 1230 milliards pour se retrouver à 1330 milliards, soit 100 milliards de plus, seront oubliés.  
Ils vont nous dire après que les terroristes ont pris les équipements et personne ne pourra aller demander les terroristes. Même le pôle économique.  
S'il y a urgence, c'est au sein de notre armée qui continue d'encaisser des pertes, alors que le cheval Troie est installé à son sein. Puisqu'ils ont dit que c'est IBK et son clan qui ont détourné tous ces fonds et en même temps le Mali n'a jamais connu des militaires autant riches que ces années de guerre, qu'ils ouvrent ce dossier pour éclairer les maliens.  
Touré Abdoul Karim





### Nabou Dieng

11h11 - un vendredi. Je file pour aller à la banque avant la fermeture. En montant vers le 1er pont la policière nous interpelle. Tous nos papiers sont en règle mais elle décide de nous faire patienter en espérant qu'on va donner de l'argent. Le chauffeur lui parle elle ne répond pas et reste assise sur sa moto. 11h38. Je prends un taxi direction ACI 2000 et je laisse mon chauffeur là bas en attendant que la dame corrompue jusqu'à l'os perde espoir et décide de nous libérer.

Je vous jure que si on ne règle pas le problème de la corruption et de la l'impunité au Mali on peut faire 1000 coups d'états rien de changera.

Moi personnellement j'ai décidé que je ne donne pas.... je préfère payer le taximan 1500 FCFA et contribuer à l'économie plutôt que de financer ces ripoux.

Ne venez pas me dire ouiiii c'est pareil dans les autres pays parce que c'est faux. Ouvrez les yeux un peu...



### Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique - AFRO

Dans une banlieue de Kampala, en Ouganda , Hakim Kiggundu a réuni une trentaine de personnes pour échanger au sujet de la #COVID19 - comment identifier les signes et les symptômes et rester en sécurité.



Hakim fait partie des équipes de santé de village composées de volontaires formés dont la mission est d'informer les habitants de leur quartier des éventuelles épidémies, des moyens de les éviter, des signes et symptômes à surveiller et des mesures à prendre s'ils tombent malades ou voient des personnes présentant des symptômes.

« Nous lui faisons confiance car il a grandi ici. Il n'a pas de mauvaises intentions envers nous au sein de notre communauté. Hakim et le groupe enseignent à des gens qui n'ont pas accès à la télévision et à la radio », explique Rebecca Nalubwala, une mère de famille.



### Ibrahima Sangaré

Churchill a dit ...

J'ai pris le taxi un jour et je suis allé au bureau de la BBC pour une interview ... et quand je suis arrivé j'ai demandé au chauffeur de m'attendre pendant quarante minutes jusqu'à mon retour!

Mais le chauffeur s'est excusé et m'a dit que je ne peux pas car je dois rentrer chez moi pour écouter le discours de Winston Churchill ...

Churchill dit que j'ai été étonné et ravi du désir de cet homme d'écouter ma conversation!

Alors j'ai pris dix dollars et je le lui ai donné sans lui dire qui j'étais, et quand il a vu l'argent, il m'a dit:

J'attendrai des heures jusqu'à ce que vous reveniez, monsieur, et laissez Churchill aller en enfer!

Les principes ont été modifiés contre de l'argent.

Les nations ont été vendues pour de l'argent,

L'honneur a été vendu pour de l'argent.

Les frères ont été vendus pour de l'argent.



Les âmes ont été vendues pour de l'argent!  
 Qui a donné autant de pouvoir à l'argent et fait des gens ses esclaves?  
 Mahamadou Touré



### Université De Bamako Usjpb



C'est dans la salle de réunion de l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako qu'a eu lieu la rencontre entre monsieur le Ministre, les Recteurs des Universités.

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Professeur Amadou KEITA, a reçu en audience ce jeudi 15 octobre 2020 au Rectorat de l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako l'ensemble des Recteurs des Universités publiques du Mali.

Le ministre et les quatre autres recteurs ont été accueillis par le Professeur Moussa DJIRE, recteur de l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, accompagné de son vice-recteur Bouréma KANSAYE et d'autres collaborateurs.

La rencontre avait pour objet la prise de contact et des échanges au tour des questions générales de l'enseignement supérieur, et particulièrement sur les questions brûlantes des universités.

Le ministre en prenant la parole, a évoqué l'intérêt d'échanger sur les questions institutionnelles, les relations avec les différents partenaires de l'université, notamment l'AEEM et les syndicats des enseignants ainsi que sur le sujet de la violence récurrente dans l'espace universitaire qui inquiète beaucoup les Maliens aujourd'hui. Quant au recteur Moussa Djiré, il a remercié le ministre au nom de ses homologues pour cette prise de contact et pour la visite afin d'échanger sur toutes les questions brûlantes des universités publiques du Mali.

Le recteur Djiré a tenu à évoquer les difficultés que connaissent l'en-

semble des universités publiques par rapport à la validation des années universitaire 2018-2019 pour certaines universités publiques et 2019-2020 pour d'autres.

Il a expliqué que ces difficultés se sont accentuées avec la pandémie de la COVID-19 qui a entraîné la fermeture des établissements d'enseignement supérieur au Mali.

Le recteur Moussa Djiré dira : « étant en 2020, nous continuons l'année universitaire 2019-2020 qui va certainement continuer et s'achever en 2021.

Cependant il faut noter que le LMD se base sur la semestrialisation qui permet d'atténuer les difficultés ci-haut évoquées.

CCPU



### Awa Sylla

Enfin 2020 ne sera pas l'année où l'on obtient ce qu'on veut mais celle où on apprend à apprécier tout ce qu'on a.

Je rends grâce à Dieu de vous avoir dans ma vie.



### Yacouba Doumbia

Des soldats aux cabinets ministériels



### Perzan du Pat

Il faut dire à votre guide machin là que Thomas Sankara n'a jamais pris de l'argent pour défendre des corrompus.

Blablabla



### Moussa Nouhoum Guindo

La rencontre M5-RFP et CNSP est un non événement. A la place du M5-RFP J'allais refuser cette rencontre de fête.





GESTION  
DES RESSOURCES  
HUMAINES

Leader des services de Gestion  
des Ressources Humaines  
et Paie en Afrique de l'Ouest

## Fuite des sujets du DEF : Un des cerveaux arrêtés par le commissaire divisionnaire de Kalabancoro, Amara Doumbia et ses hommes



C'était à l'école publique de Gouana (Commune rurale de Kalabancoro), abritant un centre d'examen pour l'obtention du diplôme d'études fondamentales. Face aux nombreuses alertes relayées par différents canaux et relatives à la fuite des sujets du DEF, L'imperturbable Commissaire Divisionnaire Amara DOUMBIA, chargé du Commissariat de Kalabancoro, cet officier supérieur de la Police Nationale, pétri d'expériences stratégiques, est un homme, connu pour sa constante motivation à relever les défis. Après plusieurs années en mission onusienne, il a pris les rênes du commissariat de Kalabancoro il y a moins d'un an. Mais il se fait remarquer par ses innovations majeures axées sur l'usage des nouvelles technologies pour donner un nouveau visage à la Police Nationale pour engranger des résultats méphistophéliques. Ainsi le Compol Divisionnaire Amara, et ses éléments de la brigade de recherches du commissariat de Kalabancoro, étaient sur les starting-blocks, pour déceler les actions de tout réseau macabre opérant (en tout cas dans leur zone de compétences) dans la vente des sujets et corrigés pour l'examen du DEF.

C'est ainsi que le mardi dernier, dans l'après-midi, à l'école de Gouana, un homme (Enseignant de son état dans une école privée à Gouana) a été appréhendé de façon flagrante dans la cour du centre d'examen, avec un sac contenant les sujets et corrigés des épreuves non encore faites. Interpellé, l'enseignant en question qui fait la honte de tous les dignes Enseignants, n'a pu brocher mot car pris en flagrant délit.

Interpellé et acheminé au Commissariat de Kalabancoro, par l'agent dénommé LS de la brigade de recherche, il a été auditionné par le chef BR capitaine de police Boubacar Diarra.

Le Commissaire Divisionnaire Amara DOUMBIA, un féru des nouvelles technologies, a passé au peigne fin avec ses éléments le téléphone de l'individu alpagué. Cette investigation numérique a permis de savoir que l'individu arrêté appartient à un réseau de 30 personnes, dont les échanges se faisaient dans un groupe WhatsApp nommé "inch'Allah". L'individu (Enseignant) a reconnu les faits qui lui sont reprochés. Il avoua

## Iran : Fin de l'embargo international sur les armes



Selon l'accord nucléaire de 2015 et la résolution 2 231 du Conseil de sécurité de l'ONU, toutes les restrictions sur les ventes et les achats d'armes imposées depuis des années à l'Iran sont désormais levées.

Les responsables iraniens ont crié victoire. En effet, à partir de ce dimanche 18 octobre 2020, toutes les restrictions sur les armes sont levées. L'Iran peut donc se procurer ou vendre des armes et des équipements, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères iranien.

### La Chine et la Russie en première ligne

Les deux alliés de l'Iran, c'est-à-dire la Russie et la Chine, sont en première ligne pour vendre des armes modernes à Téhéran. La Russie s'est dite prête à vendre des systèmes anti-missile S400 et des avions de chasse à Téhéran. Pékin, qui veut conclure un accord de coopération stratégique de 25 ans, n'a pas caché non plus son intention de vendre des armes à l'Iran. Téhéran peut aussi vendre des armes, des missiles et des drones à ses alliés dans la région, notamment à la Syrie et l'Irak. Pour Téhéran, la fin de l'embargo sur les armes est d'autant plus importante que les États-Unis ont tout fait ces derniers mois pour l'empêcher, mais la Russie, la Chine et les pays européens n'ont pas suivi Washington. L'Iran crie également victoire, car toutes les restrictions sur son programme balistique seront levées dans deux ans, et celles sur son programme nucléaire dans quatre ans.

que le cerveau du réseau leur envoie les sujets dans ce groupe WhatsApp, et eux à leur tour, ils impriment, pour ensuite effectuer le dispatching à leurs élèves qui font l'examen dans les différents centres. C'est ainsi qu'il a été présenté au Procureur de la république, près le Tribunal de Grande Instance de La Commune V.

Le Commissaire Divisionnaire Amara DOUMBIA et ses hommes sont décidés à mener une lutte implacable, inaltérable, indéniable, et inébranlable contre toutes les pratiques attentatoires aux règles et textes en vigueur dans notre Pays.

Source : Soudan infos

## Communiqué des forces patriotiques pour la refondation du Mali (FPR-Mali) relatif à l'organisation de l'examen du DEF au Mali



Les FPR-Mali félicitent les nouvelles autorités en charge de la transition et les syndicats des enseignants de la tenue de cet examen. Les FPR-Mali ont appris avec une grande désolation la fuite des sujets au cours de l'organisation de cet examen.

Les FPR-Mali condamnent avec la dernière énergie ces comportements qui n'honorent pas notre pays. Pour les FPR-Mali rien ne justifie ces comportements sachant que les sujets doivent être choisis en fonction de l'exécution des programmes en cours de l'année. Les FPR-Mali exigent la poursuite des commanditaires et leurs complices devant les juridictions compétentes. Pour les FPR-Mali, la refondation doit commencer à l'école à travers l'exemplarité et la rigueur.

Les FPR-Mali invitent également les nouvelles autorités à prendre des dispositions pour l'organisation des examens du baccalauréat qui doivent commencer le 19 Octobre 2020. Les FPR-Mali proposent aux nouvelles autorités de tenir compte de l'avancement dans les programmes pour le choix des sujets et d'empêcher tout cas de fraude ou de fuite de sujets. S'agissant toujours de la question de l'école Malienne, les FPR-Mali demandent la dissolution pure et simple de L'AEEM qui sera l'objet de discussions lors des rencontres sur le système éducatif.

La dissolution de L'AEEM mettra fin aux actes criminels et de délinquance dans nos universités et écoles en attendant la forme et l'organisation syndicale appropriée.

Bamako le 13 Octobre 2020.

**Aboubacar sidick Fomba porte-parole des FPR-Mali.**

## Kindia en Guinée Conakry : Un chef militaire tué – des militaires paradent avec des roquettes.

La situation est très confuse ce matin dans la ville de Kindia. Le chef de corps du Camp de Samoreya, le Colonel Mamadi Condé, a été tué cette nuit par des mutins, selon le préfet de Kindia. L'armurerie du camp a été attaquée, des armes et des munitions ont été emportées par un groupe de militaires dans des véhicules tout terrain, selon nos informations.

Ce matin, des militaires paradent dans la ville avec des roquettes, la

## Journée électorale en Guinée Conakry : Une commissaire de la CENI retenue à Coyah, ses garde du corps arrêtés



En début de matinée de ce dimanche 18 octobre 2020, une commissaire de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a été empêchée de faire son travail à Coyah, préfecture située à 50 km de Conakry, a-t-on appris.

Selon nos informations, Madame Marie Heleine Sylla, directrice des démembrements à la CENI, chargée de superviser le déroulement du vote dans la circonscription électorale de Coyah, a vu ses garde du corps mis aux arrêts par des gendarmes avant d'être retenue au siège de la préfecture sous la complicité du préfet de Coyah. « Elle a voulu faire respecter le tirage au sort qui avait été fait conformément au code électoral. Ce tirage au sort, rappelons-le, avait fait de telle sorte que le RPG avait moins des assesseurs dans les bureaux de vote. Ils ont emmené des gens depuis hier nuit pour les faire remplacer les assesseurs des partis politiques de l'opposition par ceux du RPG. Mais, elle a voulu empêcher cela, on a arrêté ses gardes, et, elle, on l'a prise en otage. Elle ne peut pas se mouvoir », raconte une source basée à Coyah.



route nationale qui mène à Conakry est bloquée par des militaires. Les mutins ont ouvert les portes des prisons et fait libérer des prisonniers. Un lieutenant a été blessé par balle à la prison civile. A suivre...



## Manifestions à Abidjan pour la libération de Sidiki Diabaté : Général Makosso, Yvidero ... sont de la partie



L'appel a été lancé hier par le Général Makosso. Dans un direct live, son canal de communication habituel, le Général invitait les Ivoiriens à une marche afin d'interpeller les autorités maliennes pour la libération de Sidiki Diabaté. Appel entendu, plusieurs acteurs du showbiz y ont répondu favorablement. Les photos du rassemblement alimentent la toile depuis ce matin. Elles ont été postées par le Général Camille Makosso lui-même, sur sa page Facebook avant que les médias ne se chargent de les relayer. Vêtus de T-shirts blancs avec l'inscription "libérez Sidiki Diabaté" appuyé d'une photo du chanteur malien, nombreux sont les Ivoiriens qui ont respecté le rendez-vous en guise de plaidoyer pour le prince de la Kora. Sur les images on peut voir en plus de l'humoriste Yvidero, plusieurs membres de la Yorogang, notamment Yves Roland Jay Jay, chargé de communication du label, Badro Escobar,

## Attaque terroriste dans la région de Ségou : Les habitants de Farabougou toujours cloîtrés chez eux par crainte des assaillants



Image satellite du village de Farabougou, dans le centre du Mali. Google Map

Depuis plus d'une semaine, le village de Farabougou, dans la région de Ségou, est coupé du monde, encerclé par des hommes armés qui en interdisent l'entrée. Des tentatives de médiation ont été entreprises avec des notabilités locales, mais les habitants restent toujours cloîtrés chez eux.

« L'armée est déjà parvenue à un hameau, à environ dix kilomètres de notre village. Ils vont venir. » Cet habitant de Farabougou, qui communique avec l'extérieur grâce à son téléphone, se veut confiant, mais il n'ose toujours pas sortir du village. Il craint la présence des « jihadistes » – c'est ainsi qu'il désigne les hommes armés qui ont attaqué Farabougou il y a plus d'une semaine et empêchent depuis ses habitants d'en sortir. Les villageois joints au téléphone font état d'au moins six personnes tuées et neuf enlevées la semaine dernière. Selon la primature, l'armée malienne a pourtant effectué des battues ces derniers jours, et mis en place une surveillance aérienne. « C'est désert », affirme cette source, qui explique que c'est l'impraticabilité des routes, à cause des pluies, qui constitue aujourd'hui la plus grande difficulté pour accéder à Farabougou. Un convoi a été préparé pour apporter de la nourriture et de l'argent aux habitants.

### Chasseurs dozos

En attendant, les notables de la zone – maires, chefs de village, responsables communautaires et religieux – tentent de trouver ensemble une issue pacifique à la situation. Des chasseurs dozos seraient en effet tentés de prendre les armes, selon un chef traditionnel local. Plusieurs notables de la zone expliquent enfin que la peur incite de nombreuses familles des villages alentours à se réfugier dans des communes plus éloignées.

Source : RFI

### Olopkacha

Pour rappel, le chanteur malien Sidiki Diabaté avait été emprisonné fin septembre pour violences conjugales suite à une plainte déposée par son ex compagne Mamasita Sow.

# TOMBOLA NISONDIA



SPiRiT

**Jusqu'au 20 décembre 2020**

**Souscrivez à Damou à partir de 490 F ou aux forfaits Internet et Grati+ à partir de 500 F pour gagner chaque semaine de superbes cadeaux.**

## Note d'information : Visite de prise de contact du nouveau Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle à l'APEJ



**L**e nouveau Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, M. Mohamed Salia TOURE, a effectué ce vendredi, 16 octobre 2020, une visite de prise de contact à la Direction générale de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ) sise à Hamdallaye ACI 2000 Obélisque. Il était accompagné pour la circonstance de plusieurs membres de son Cabinet notamment des Conseillers techniques et des Chargés de mission.

Après la visite des bureaux pour appréhender le cadre de travail des agents, le ministre a eu un entretien avec le Directeur Général avant

de suivre une présentation générale sur la structure commentée par son premier responsable M. Yaya DAO.

A la suite de cette présentation, le ministre a écouté avec intérêt l'intervention du Secrétaire général du comité syndical. M. Mohamed MALIKITE a, au nom de ses 179 collaborateurs, félicité le ministre pour sa nomination avant de mettre le doigt sur certaines préoccupations lancinantes et factuelles : l'instabilité des équipes de direction, la crise budgétaire exacerbée depuis la suppression de la taxe emploi jeune, le climat social et la nécessité de pourvoir l'espoir chez les jeunes qui consti-

tuent le public cible de l'APEJ.

En effet, suite à la suppression de la Taxe Emploi-Jeunes, le nouveau mécanisme de financement de l'APEJ, est constitué désormais par une subvention. Ce dispositif inadapté a replongé l'Agence dans la même situation qu'avant 2008 avec son corollaire d'instabilité financière. Par conséquent, l'Agence a depuis 2019, du mal à honorer ses engagements vis-à-vis de son public cible et de ses fournisseurs. Aussi, est-il à craindre une aggravation de la tension de trésorerie qui risquerait à terme de déboucher sur beaucoup de désagréments y compris judiciaires.

## Un engagement politique rassurant

Dans son intervention, le Ministre Touré, lui-même ancien membre du Conseil d'administration, a souligné que l'APEJ est une structure remarquablement importante dans le cadre institutionnel du Département de l'emploi et de la formation professionnelle. Il a rappelé combien cette structure a inspiré certains pays africains en raison de sa pertinence et de son originalité. C'est donc le cœur serré, a-t-il ajouté, qu'il mesure les défis actuels liés au tarissement des ressources de l'APEJ tel que présenté par le Directeur général M. Yaya DAO appuyé par le responsable du syndicat, M. Mohamed MALIKITE. Il s'est engagé à examiner très rapidement la situation afin de trouver, avec la Direction générale et son Equipe, les pistes de solution les plus idoines et les plus adaptées. L'objectif recherché in fine étant de redonner à l'APEJ les moyens de son fonctionnement et de son dynamisme afin de faire face à la question cruciale de l'emploi des jeunes. Il a également indiqué que toutes les mesures entrant dans le cadre du redressement seront prises conformément aux hautes orientations du Président de la Transition et du Premier ministre. La visite a pris fin par des prières et une photo de famille.

## Le Programme Emploi jeune

Créée en 2003, l'APEJ est un Établissement Public à caractère Administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Organe d'exécution du Programme Emploi-Jeunes (PEJ), l'APEJ a pour missions de concourir à la création d'emplois pour les jeunes en milieu rural et urbain, diplômés ou non, notamment en facilitant l'accès au marché du travail et au crédit. Le groupe cible de l'APEJ est constitué de jeunes (hommes et femmes) âgés de 15 à 40 ans y compris ceux de la diaspora.

Le Programme Emploi Jeunes (PEJ) qui comprenait 4 composantes dans sa phase initiale (PEJ 1) en 2004 a été recentré à 3 depuis l'entrée en vigueur de sa deuxième génération (PEJ 2) à partir de 2011. Il s'agit du renforcement de l'employabilité des jeunes (organisation de stages de formation professionnelle, reconversion/adaptation à des postes de travail, apprentissage, stages de qualification

dans les entreprises privées et les organisations non gouvernementales, organisation de Chantiers-Ecoles HIMO) ; du développement de l'esprit d'entreprise (promotion de la culture entrepreneuriale, promotion de l'entrepreneuriat jeune, formation à l'entrepreneuriat, renforcement des capacités des bureaux d'études, développement d'un dispositif d'appui /conseil aux jeunes entrepreneurs, développement du coaching, développement du système d'incubation) ; et le renforcement du dispositif de financement des projets des jeunes (renforcement des liens de coopération avec les acteurs du secteur financier, renforcement des relations avec les institutions de micro-crédit, développement d'un mécanisme de financement direct par le FNEJ des projets des jeunes, renforcement du fonds national pour l'emploi des jeunes).

## Plus de 180 000 jeunes bénéficiaires directs depuis 2004

De 2004 à 2019, les interventions de l'APEJ ont touché directement environ 185 295 jeunes diplômés et non diplômés. Outre le PEJ, l'APEJ exécute d'autres projets tendant à promouvoir l'emploi des jeunes notamment avec l'appui des PTF. Cette année, ils représentent une contribution de 2 640 383 813 FCFA soit 30% du budget. Il s'agit notamment du (PROCEJ pour son volet Entrepreneuriat des jeunes ayant une éducation limitée sur financement de la Banque Mondiale, le 3ème Programme Indicatif de Coopération du Grand Duché de Luxembourg (PIC III) dans la Région de Ségou et à Yorosso (Région de Sikasso), le Projet Formation professionnelle, Insertion et appui à l'Entrepreneuriat des jeunes Ruraux (FIER) pour la réalisation de chantiers-écoles en HIMO financé par le FIDA, le Projet l'Emploi des Jeunes crée des opportunités ici au Mali (EJOM) financé par l'UE, le Projet Espaces Orientation Jeunesse en partenariat avec Swisscontact et leur digitalisation avec la Coopération Suisse, le Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la Région de Koulikoro (PRESAN KL) sur financement de la BAD, le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) financé par la Banque Mondiale, le Projet PAJERKO qui vise à renforcer l'employabilité des jeunes dans le secteur rural à travers l'entre-

preneuriat agropastoral dans la Région de Koulikoro financé par ENABEL.

## Des perspectives grâce au concours des partenaires

Au titre de l'année 2020, certaines activités planifiées sont réalisées et d'autres sont en cours. Ainsi 120 jeunes ont été mis en stage de qualification professionnelle, 1 091 jeunes formés sur les chantiers écoles avec une création de 34 007 journées de travail en partenariat avec le PNUD et dans le cadre des filets sociaux, 533 jeunes formés en éducation financière dans le cadre du PIC III, 20 jeunes formés en entrepreneuriat dans le cadre du PAJERKO, 2 655 jeunes formés en entrepreneuriat et compétences de vie (EJOM), 678 jeunes dotés en kits de démarrage de 300 000 FCFA chacun (EJOM), 49 plans d'affaires financés pour 37 907 500 FCFA (EJOM), 699 jeunes financés pour 293 414 990 FCFA dans le cadre du PIC III, un document stratégique pour la mobilisation des ressources auprès des partenaires a été élaboré, un plan d'actions de riposte contre le COVID 19 a été élaboré, une campagne de recouvrement des prêts est amorcé.

Les autres activités en cours portent sur l'étude sur l'évaluation des programmes de stage de formation professionnelle confiée à l'ONEF, l'élaboration de trois manuels sur les travaux HIMO en partenariat avec l'INIFORP, le financement des jeunes dans le cadre du projet EJOM, le financement des jeunes dans le cadre du PIC III.

Pour les perspectives elles porteront sur la formation de 30 jeunes de la section maçonnerie du centre de formation professionnelle de Missabougou en techniques de pavage, la formation de 3 000 jeunes en entrepreneuriat dans le cadre du PROCEJ, le financement de 20 jeunes dans le cadre du PAJERKO, l'étude de deux rues à paver dans le District de Bamako, la formation de 667 jeunes dans le cadre du PIC III, la mise en œuvre d'un programme de formation et d'insertion de 100 jeunes (modèle PIC III) à Mopti.

**CICOM APEJ 16 10 2020**

## Gao : Les jeunes au cœur d'un projet sur la réduction des violences communautaires

La Mairie de la Commune urbaine de Gao a abrité, le 14 octobre dernier, la remise officielle d'équipements pour la menuiserie bois, la confection de grillage, la menuiserie métallique et la coupe couture, à 100 jeunes dont 30 jeunes filles, à travers le projet de réduction des violences communautaires de la MINUSMA (RVC). La cérémonie s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités dont le Gouverneur de la région de Gao, les chefs des services techniques de l'Etat, le Maire de la Commune urbaine de Gao, ainsi que les Chefs traditionnels.

**F**inancé à hauteur de plus de 58 millions de francs CFA, ce projet a d'abord consisté à former les 100 jeunes. Il a recruté 14 formateurs spécialisés dans les domaines des métiers porteurs pour la formation et la réinsertion de 100 jeunes à risque et un chargé du suivi et de l'évaluation de la qualité du projet et de son impact sur les communautés dans le cadre de la réduction des violences communautaires. « C'est une matinée dont nous nous souviendrons longtemps et à laquelle nous repenserons avec nostalgie. Sa particularité se justifie par la création d'emplois pour 100 jeunes dans le cadre de la paix entre les communautés, » s'est réjoui Alassane DJITEYE, Représentant du Président du Conseil communal des Jeunes de Gao.

Ce projet de réduction des violences communautaires a aussi permis de renforcer les capacités de 20 membres, dont huit femmes de quatre comités de gestion des domaines porteurs en entrepreneuriat, marketing et gestion administrative et financière. 34 jeunes bénéficiaires ont également été formés sur la co-

hésion sociale, la paix, la non-violence et le processus de DDR. À cela s'ajoutent les séances d'information et de sensibilisation de 408 personnes, dont 304 femmes de la commune urbaine de Gao, soit 136 personnes par mois. Ces formations portent sur la non-violence, la paix, la cohésion sociale et la promotion de l'emploi des jeunes. « Ce projet est une opportunité pour les jeunes d'apprendre des métiers pouvant leur garantir un avenir radieux en les faisant sortir du piège infernal du désœuvrement, car le travail nous éloigne de trois maux que sont l'ennui, le vice et le besoin, » a soutenu Yacouba Mamadou MAIGA, adjoint au maire de la Commune urbaine de Gao.

Après 78 jours de formation pratique, chacun dans son domaine auprès des maîtres des métiers porteurs et formateurs spécialisés, les jeunes ont été répartis en groupes. Chaque groupe a reçu des équipements et matériels pour son fonctionnement afin de faciliter la réinsertion économique de ses membres. Chaque groupe ainsi constitué a été doté d'un kit d'installation qui contiendra tout le maté-

riel nécessaire leur permettant d'offrir aux populations des prestations de qualité. « Cette remise de matériel représente pour nous bénéficiaires, un moment infiniment joyeux qui consacre l'ensemble des formations menées jusque-là en menuiserie bois, confection de grillage, menuiserie métallique et coupe – couture. C'est aussi et surtout une étape vers notre avenir, » s'est réjoui Habiboulaye DJINGAREY, représentant des bénéficiaires.

### Les jeunes de Gao à l'initiative

Le présent projet exécuté par l'ONG GRAIP (Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Initiatives des Populations), est l'initiative des jeunes de l'association "Mouvement des jeunes pour le Salut et la Paix" de la commune urbaine de Gao. Il bénéficie de l'adhésion de toute la communauté, des Associations des jeunes de Gao affiliées au Conseil Communal de la Jeunesse de Gao qui est membre du Conseil National des Jeunes du Mali (CNJ). Le projet a le soutien des autorités régionales, locales et communales, ainsi que les services techniques de l'Etat. « Nous continuons sans relâche à aider les communautés, nous voilà aujourd'hui devant vous, pour donner officiellement le fruit d'un besoin exprimé par les jeunes de la Commune Urbaine de Gao, relatif à la formation professionnelle de 100 jeunes sur les métiers porteurs, » a rappelé Ndeye Yandé KANE, Représentante du Chef du Bureau Régional de la MINUSMA à Gao.

**Bureau de la Communication  
Stratégique et de l'information  
publique de la MINUSMA**



## Kidal : La MINUSMA lance un nouveau projet

Le 15 octobre dernier, la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires (SAJP) et la Division des droits de l'homme et de la protection (DDHP) du bureau de la MINUSMA à Kidal, ont pris part à la cérémonie de lancement d'un projet à impact rapide dénommé : « Installation d'un château d'eau connecté au robinet et réhabilitation du système sanitaire (blocs de latrines, fosses septiques) du centre de détention de Kidal ».



D'un montant de global de plus de 9,3 millions de FCFA (plus précisément 9 328 519 FCFA) financé par la MINUSMA, ce projet est mis en œuvre par l'ONG locale, Association pour la promotion des jeunes et le développement de la région de Kidal (APJDRK). Il vient répondre à un droit fondamental, celui de l'accès à une eau potable et à un environnement sain. En effet, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, en juillet 2010, une résolution dans laquelle elle déclare que le droit à une eau potable, salubre et propre est un « droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'Homme ». À l'occasion de la publication du dernier rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, en mars 2019, l'ONU alertait : plus de deux milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Dans la région de Kidal, l'accès à l'eau potable a toujours été un problème pour les populations locales. Une situation qui a empiré depuis la crise de 2012, avec comme conséquence, une absence de l'Etat et de ses services techniques en charge de cette problématique dans certaines villes de la région. Le centre de détention de Kidal n'a pas échappé à cet état de fait, les travaux de rénovation ayant été interrompus par le conflit, laissant cet ouvrage dans un état de délabrement. Les infrastructures sanitaires (blocs de latrines et fosse septique) ne fonctionnent pas et il n'y a pas d'eau potable. Une situation qui aggrave les conditions. Ismaghil AG ASSALECK, représentant de l'Autorité Intérimaire a salué cette initiative qui selon lui, « permettra de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des pensionnaires du centre de détention de Kidal ». Il a

aussi exhorté tous les acteurs impliqués à veiller à une bonne mise en œuvre du projet. Un avis partagé par David LANKOANDE de la section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSMA à Kidal. M. LANKOANDE a rappelé que l'accès à l'eau et à l'assainissement « est un droit essentiel pour tous, y compris la personne détenue ». Il a également souligné que « les conditions de vies dans le milieu carcéral ne sont pas toujours hygiéniques. Sans eau, pas de vie, pas de santé ». À travers ce projet, a-t-il conclu, « nous espérons améliorer le cadre d'hygiène et d'assainissement au sein de la détention ».

**Bureau de la Communication  
Stratégique et de l'information  
publique de la MINUSMA**

## Présidence du CNPM : Le vin est-il déjà tiré pour Mamadou Sinsy Coulibaly ?

**A**près s'être fait battu à plate couture par Dadié dit Amadou Sankaré pour avoir refusé de prendre part à l'Assemblée élective du 26 septembre 2020, régulièrement convoquée par ses soins et validée par le comité statutaire, Mamadou Sinsy Coulibaly, qui voudrait coûte que coûte avoir son assemblée élective à lui violant les textes du CNPM, crie aujourd'hui à l'injustice... Mais tout semble indiquer que son combat est perdu d'avance !

« On s'égaré rarement lorsqu'on respecte la loi », dit-on. Cette leçon, Mamadou Sinsy Coulibaly est en train de l'apprendre à ses dépens. En effet, si l'assemblée élective du 26 septembre a été régulièrement convoquée et qu'un nouveau président est déjà à la tête du CNPM, celle forcée pour le 8 octobre 2020 par Mamadou Sinsy n'aura donc été qu'un simulacre au regard des textes de la structure. En effet, selon les Statuts du CNPM « L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an, sur convocation du Président adressée quinze jours à l'avance ».

Seule l'assemblée élective du 26 septembre a

obéi à cette règle, pas celle du 8 octobre. Et pour cause : entre la date de la convocation du 29 septembre 2020 et celle de l'élection du 8 octobre 2020, le délai était seulement de 8 jours. Lorsque les statuts et règlements du CNPM ne sont pas respectés, lorsque le mode de fonctionnement du CNPM est ignoré, on aboutit à une forme d'imposture. Et c'est ce qu'a fait le Président sortant en convoquant une nouvelle assemblée sans l'avis des membres du bureau, et cela 7 jours avant sa tenue (les statuts exigent 15 jours), et en ignorant complètement le comité statutaire.

Ces décisions ont été prises par quelle instance du CNPM et en vertu de quels textes ? La liste des 155 délégués a-t-elle été illégalement modifiée ? Des fausses procurations ont-elles été établies ? Des questions se posent ! Surpris par l'engouement des délégués (107 sur 155) lors de l'élection régulièrement convoquée par le Président sortant et validée par le comité statutaire, certains n'ont pas hésité à recourir à l'usage de faux documents (procurations fabriquées à l'insu des personnes concernées) pour arriver à leurs fins.

Mais là également, ce fut échec et mat ! Aussi, les tentatives de dénonciation de la régularité de l'élection du 26 septembre apparaissent de moins en moins crédibles face aux évidences suivantes : Assemblée élective du 26 septembre 2020 régulièrement convoquée par le Président sortant ; Transmission aux candidats de la liste des 155 délégués autorisés à voter par le Président sortant à travers le Secrétariat général ; Validation du maintien de cette Assemblée par le Comité statutaire ; Rappel par le Comité statutaire, des dispositions statutaires fixant les conditions de validité de l'élection ainsi que celles de l'élection d'un candidat ; Elections supervisées par le Comité statutaire et batterie d'huissiers de justice ; Dépouillement et proclamation publics des résultats.

### Ces faits qui confondent Mamadou Sinsy Coulibaly

Mieux, il importe de souligner qu'au CNPM le mandat du bureau prenant fin le 10 Octobre 2020, le 26 septembre était une date limite pour le renouvellement. Se sachant peut-être incapable de regagner la confiance des délégués, le bureau sortant, avec à sa tête Mamadou Sinsy Coulibaly, avait sans doute nourri l'ambition de proroger du mandat du bureau sortant. La preuve : le 26 juin 2020, conformément à l'avis de réunion N°0005-20/CNPM-SG, le Président du CNPM a convié en réunion tous les membres du bureau, le vendredi 3



juillet 2020, avec comme ordre du jour : Adoption du compte rendu de la dernière réunion ; Adoption du calendrier de l'Assemblée Générale de renouvellement des instances du CNPM ; Divers.

Le 31 Août 2020, par courrier N°0259/CNPM-SG, transmission aux Présidents des groupements professionnels et des conseils patronaux de région de la liste définitive des délégués désignés par eux ; Rappel du principe qu'un délégué empêché ne peut donner mandat qu'à un autre délégué figurant sur la liste du collège électoral ; Rappel du système de scrutin de liste ; Rappel que les candidats à un éventuel poste dans le bureau doivent être des délégués figurant dans le collège électoral ; Précision de la période de dépôt de candidature fixée entre le 7 septembre et le 16 septembre 2020.

Le 18 septembre 2020, un courrier est adressé aux candidats par le Secrétaire général pour les informer de la présence de personnes figurant sur les deux listes. Courrier adressé le même jour par le candidat Diadié dit Amadou Sankaré au Secrétaire général, lui demandant de préciser le traitement juridique réservé à la présence de personnes figurant sur les deux

listes.

Le 21 septembre 2020, réponse du Secrétaire général du CNPM à la lettre à lui adressée par Diadié dit Amadou Sankaré, dans laquelle il indique que ses compétences au regard des textes qui régissent le CNPM, ne l'autorisent pas à donner un avis juridique quelconque sur les faits, actes, ou incidents qui pourraient survenir au cours du processus électoral. Son rôle se limitant à réceptionner les dossiers de candidature conformément aux dispositions stipulées.

Et vlan, le Secrétaire général qui affirme lui-même n'avoir aucune compétence à donner un avis juridique quelconque sur les faits, actes, ou incidents qui pourraient survenir au cours du processus électoral, trouve du ressort, le 24 septembre 2020, à travers l'Avis N°004-20/CNPM-SG, annonçant le report de l'assemblée générale élective du 26 septembre, argumentant qu'aucune des listes de candidatures transmises ne remplit les conditions requises à l'article des statuts du CNPM.

Réaction du Comité statutaire : le maintien de l'assemblée élective au 26 septembre 2020. Le jour « J », le Secrétaire général était absent du CNPM et les portes de l'institution hermé-

tiquement closes. L'élection s'est donc déroulée devant les locaux du CNPM et a enregistré la présence effective de 107 délégués sur 155 que compte le collège électoral, soit plus des deux-tiers requis pour permettre la validation du vote. Le candidat Diadié obtient 89 voix et le candidat Sinsy 1 voix. Il y a eu 17 bulletins blancs.

En foi donc des textes du CNPM, Mamadou Sinsy Coulibaly est expulsé du bureau du président, et Diadié dit Amadou Sankaré est installé dans ses fonctions. Et dans son discours de prise de fonction, il clame fort : « Plus que jamais, le secteur privé malien a besoin de s'unir dans toute sa diversité en vue de créer une force commune capable de mieux porter sa voix sur les chantiers clés ... ». Si bien qu'il lui a fallu un certain courage pour venir à bout de la mafia incrustée au sein du CNPM !

Fin de feuilleton ? Non, Mamadou Sinsy Coulibaly espère encore pouvoir inverser le cours des choses en sa faveur, et la justice est saisie de l'affaire. Pourra-t-il le faire ? La réponse probablement aujourd'hui !

■ Yama DIALLO

**SAMA**  
transfert d'argent

## Transfert d'argent

**ECONOMISEZ JUSQU'À**  
**40%**  
**SUR VOS FRAIS DE**  
**TRANSFERT D'ARGENT**

[www.sama.money](http://www.sama.money)





## Imam Mahmoud Dicko : Un fin stratège en matière d'utilisation des frustrations sociales ?

**Les grands adeptes du banditisme moral sont des fins stratèges en matière d'utilisation des frustrations sociales à leur compte. Et selon plusieurs observateurs, dont l'expatriée Konaré Adam Bâ, l'imam Mahmoud Dicko en est un. Selon elle, l'imam Mahmoud Dicko est un grand dribbleur.**

**C**es grands adeptes du banditisme moral sont des fins stratèges en matière d'utilisation des frustrations sociales à leur compte. Il s'agit d'utiliser cette frustration populaire comme arme de guerre pour atteindre leurs objectifs en utilisant la fausse sympathie qui consiste à rappeler à la masse de misérables leur état de misère sociale, tout en leur proposant d'être les prophètes qui mettront fin à cette abomination qui sert de fonds de commerce, puisqu'elle n'a jamais cessé de grimper.

Quand un individu qui porte plusieurs masques, comme l'imam Dicko, fabrique des protégés, il sélectionne surtout ceux qui se montrent brillants de par leur charisme en matière de manipulation pour se créer des ré-

seaux sur le long terme. Les masses populaires servent de fonds de combat sous forme de commerce. Seule condition pour n'importe quel manipulateur de se faire remarquer et de peser dans la balance. Tout se joue avec le social, l'apparence et la forme, sans contenu. Et selon les indiscrétions, en ce qui concerne la formation du gouvernement de transition, l'Imam Dicko a dribblé les responsables du Mouvement du 05 Juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP). Il a poussé ses pions afin que son protégé Mohamed Salia (président de la jeunesse de la Coordination des mouvements et associations de soutien à l'Imam Dicko) soit ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Ce qui fut. Nous savons que le ministère de l'Emploi et

de la Formation professionnelle est un portefeuille juteux pour de telles démarches, dans un pays où le chômage est une seconde nature. Parce que non seulement il permettra de donner plus de crédibilité en utilisant les leaders des jeunes chômeurs qui créent des associations et les piloter, mais aussi une occasion de les insérer dans des fucking job, qui les maintiendront enfin de pouvoir maintenir la chaîne des miséreux.

C'est une belle façon de rendre un arriviste qui n'a jamais posé un acte concret et de fait dans le cadre du développement social au summum des sommets. Des individus d'une telle malhonnêteté intellectuelle qui présentent comme argument la fausse gentillesse, caractérisée par des tractations sociales, se saisissent de la situation et présentent le social là où la nécessité de résultat est une urgence. Et voilà l'admiration populaire devenant plus que jamais grande dans une société qui souffre de toutes sortes de carences et de myopie sociale.

Les plus grands bandits de l'histoire ont toujours utilisé la gentillesse pour commettre leurs forfaits. Parce que cette gentillesse déguisée affaiblit un esprit fermé et qui rumine au quotidien les souffrances psychologiques de sa vie au point d'être incapable de s'y dissocier...

**Touré Abdoul Karim  
Source : Le Démocrate**

# Dialogue avec les terroristes : Les nouveaux dirigeants brisent un tabou

**Au Mali, les perspectives d'une relative accalmie après la libération des otages se sont vite évanouies. Jeudi, un Casque bleu de l'ONU a été tué et un autre grièvement blessé par l'explosion d'«une mine ou d'un engin explosif», survenue dans le nord-est du pays, selon un communiqué de la Minusma. C'est dans ce contexte d'insécurité permanente que le président de la transition, Bah N'Daw, a décrété, la veille, un deuil national de trois jours, après la double attaque qui a visé, mardi dernier, la localité de Sokoura. Pour rappel, une première attaque avait visé une position militaire, dans le cercle de Bankass, avec un bilan provisoire de 9 soldats tués et plusieurs autres blessés. Le groupe terroriste avait également tué douze civils dont deux femmes et un enfant en bas âge, à bord d'un autobus en direction de la foire hebdomadaire de la localité, avant de tendre une embuscade aux militaires venus en renfort.**

L'armée malienne avait fait état, de son côté, de la mort de neuf terroristes et de la destruction de deux véhicules par l'aviation intervenue aussitôt. Ces événements ont d'autant frappé les esprits qu'ils interviennent au moment où le Mali se félicite de la libération de quatre otages dont le chef de l'opposition Soumaïla Cissé, kidnappé en mars dernier alors qu'il menait campagne pour les législatives. Les ravisseurs avaient obtenu en échange l'élargissement de deux cents présumés terroristes, ce qui n'a pas manqué de susciter de nombreuses réactions, les unes satisfaites et les autres outrées. Des critiques sont d'ailleurs venues des alliés de l'armée malienne pour affirmer que le «groupe terroriste» à l'origine des enlèvements demeure catalogué comme tous les autres groupes terroristes. A l'opposé de cette prise de position, le commissaire à la paix et à la sécurité

de l'Union africaine, Smaïl Chergui, a appelé, dans une tribune publiée par le quotidien suisse Le Temps, à «explorer le dialogue avec les extrémistes» pour faire taire les armes dans le Sahel, au bout de huit ans de crise sans issue. «Le terrorisme et les violences entre communautés persistent et la menace s'étend en Afrique de l'Ouest», a-t-il relevé. «La violence quasi quotidienne, associée à des allégations récurrentes de manquements aux droits de l'homme, a dressé les communautés les unes contre les autres, d'une part, et contre les forces de sécurité et de défense, d'autre part», écrit également Smaïl Chergui. La crise au Mali, depuis 2012, réunit de multiples acteurs sahéliens (Mauritanie, Burkina Faso, Niger, et Tchad) ainsi que des forces étrangères (française, avec Barkhane, onusienne avec les Casques bleus, et africaine avec le contingent de l'UA), mais seul l'accord

de paix issu du processus d'Alger, conclu en 2015, porte en lui les facteurs d'un retour progressif à la paix et à la sécurité. C'est ainsi que Chergui rappelle, à juste titre, que tous ces partenaires du Mali se sont déployés au Sahel «initialement pour une courte durée», une allusion transparente à l'armée française et sa force Barkhane, pour constater qu'ils «s'y trouvent toujours». «Le moment est venu de revisiter et d'adapter les stratégies de stabilisation de la région du Sahel pour les unifier», ajoute-t-il en relevant que «toute idée innovante est la bienvenue pour faire taire les armes en Afrique, en premier lieu celles portées par les terroristes et les extrémistes violents».

A ses yeux, l'accord en février dernier entre les Etats-Unis et les talibans afghans «peut inspirer nos Etats membres pour explorer le dialogue avec les extrémistes et les encourager à déposer les armes, en particulier ceux qui ont été enrôlés de force», comme aussi «nous devons réaffirmer notre détermination à stopper la propagation du terrorisme et l'extrémisme violent, à assécher leurs sources de financement et à mettre un terme à leurs agissements criminels». Il faut savoir que, par deux fois, les anciens dirigeants maliens avaient balayé les conseils d'une conférence nationale d'entente (2017, à Bamako) puis du groupe de réflexion International Crisis Group (ICG) qui préconisaient des pourparlers avec les groupes de Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa. Mais les nouvelles autorités qui viennent de réaffirmer leur attachement à l'accord d'Alger ont, clairement, décidé de briser le tabou.

L'expressiondz.com



# Conférence de presse de la CMAS : Issa Kaou Djim le funambule

**Le coordinateur de la CMAS, Issa Kaou Djim a animé une conférence de presse, samedi 17 octobre 2020. Il s'agit pour lui, d'affirmer le soutien indéfectible aux autorités de la transition dans la mise en œuvre de la charte de la transition. Mais il a esquivé toutes les questions sur lesquels il était attendu. Ainsi motus et bouche cousue sur l'appartenance ou non de la CMAS au M5-RFP, sur les reproches faits à l'Imam Mahmoud Dicko et notamment par la validation par celui-ci de ses prises de positions. Funambulisme est le sentiment dominant après cette prise de parole.**

**A** l'entame de la conférence, ils ont entonné l'hymne national du Mali avant d'observer une minute de silence à la mémoire de toutes les victimes civiles et militaires des conflits et affrontements au Mali. Dans ses propos liminaires, le coordinateur de la CMAS, Issa Kaou Djim, a lancé un vibrant hommage à Mohamed Salia Touré. A travers cette conférence de presse, il a affirmé que la refondation de l'Etat passe par la relecture des textes fondamentaux (la constitution, la loi électorale, la charte des partis politiques), l'amélioration de la gouvernance à travers une lutte acharnée contre la corruption, la délinquance financière, le népotisme et le favoritisme, l'amélioration du système éducatif au profit d'une école plus performante. Toujours dans la même dynamique, il dira que la refondation des forces de défenses et de sécurité est nécessaire afin d'avoir une armée

plus performante et capable de faire face aux défis du moment ; l'amélioration du système de santé sur l'ensemble du territoire à travers la construction, l'équipement adéquat des structures, le recrutement et la formation du personnel de qualité.

Le coordinateur de la CMAS exige la justice pour les victimes des événements des 10, 11 et 12 juillet 2020 à travers la poursuite des autres auteurs desdits crimes. Pour ce faire, elle suit avec une attention particulière l'évolution de la procédure dont l'ouverture a été annoncée par le procureur de la république près du tribunal de grande instance de la Commune III. Pour lui, la CMAS va surveiller cette procédure comme de l'huile sur le feu.

S'agissant de la transition, le coordinateur Issa Kaou Djim a indiqué sans ambages que son mouvement apporte son soutien sans faille aux autorités de la transition. Pour la réussite

de la transition, la CMAS se dit prête à accompagner les autorités de la transition pour la mise en place du Conseil national de la transition qui sera l'organe législatif de la période transitoire. En profitant de cette occasion, il a précisé que son mouvement va continuer à suivre les idéaux de l'imam Mahmoud Dicko, l'autorité dont il se réclame être le porte-parole. Aussi, selon lui, l'imam Dicko aspire à une gouvernance providentielle.

Des militants et sympathisants de la CMAS ont pris part cette première activité après la chute du régime d'Ibrahim Boubacar Keita. Il est important de préciser que le nouveau ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, Mohamed Salia Touré, était au présidium. Mais force est de constater que l'imam Oumarou Diarra et son clan ont brillé par leur absence à cette conférence de presse. Ces autres membres influents de la CMAS sont restés fidèles aux idéaux du M5-RFP.

Enfin, il a félicité l'honorable Soumaïla Cissé pour sa libération. Décidément, l'on se rend compte que la CMAS tendance Issa Kaou N'Djim n'est plus sur la même longueur d'onde que les autres membres du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques. A en croire Issa Kaou Djim, les responsables de la CMAS vont se lancer dans l'implantation de ses démembrements avant les échéances électorales. A la question de savoir si la CMAS présentera un candidat à la prochaine présidentielle, Issa Kaou Djim se dit optimiste et qu'au moment venu la CMAS fera une déclaration officielle.

■ Ibrahim Sanogo





## Mali : Les Maliens seraient-ils devenus ingouvernables ?

Depuis 2013, date de l'accession d'Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) à la Présidence de la République du Mali, et particulièrement depuis le début de son deuxième mandat en 2018, une vague de contestations est née qui aboutira à sa démission le 18 août 2020. Cette démission qui aurait dû théoriquement mettre fin à la contestation a suscité des protestations, à juste titre, sur la façon dont les institutions de la Transition ont été mises en place. D'où les dissensions entre le Mouvement du 05 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5RFP) qui s'estime trahi par les militaires du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP). Si la désignation de Bah N'Daw comme Président de la Transition a été saluée de façon générale, celle de Moctar Ouane a en revanche suscité des grincements de dents voire des critiques parfois sévères mais pas toujours justifiées sur son passé politique et sa gestion d'alors. Ainsi certaines personnes prédisent un mandat écourté au tout nouveau Gouvernement de la Transition. Par ailleurs la libération de Soumaïla Cissé a, elle aussi, occasionné des critiques sur le sacrifice consenti en contrepartie. Les Maliens seraient-ils de-

venus ingouvernables ? C'est la question que l'on est en droit de se poser face aux tumultes qui accompagnent la vie de nos concitoyens depuis maintenant trois décennies.

Le 18 août 2020, les militaires prenaient le pouvoir pour la quatrième fois au Mali depuis l'accession du pays à la souveraineté nationale, le 22 septembre 1960. Chacun de ces coups de force a fait suite à une situation où les Maliens étaient dépités de la gouvernance politique soit du fait de la dictature féroce qui piétinait toutes les libertés fondamentales, comme ce fut le cas avec Modibo Kéita et Moussa Traoré, ou suite à une mauvaise gou-

vernance qui menaçait les fondements mêmes de la République, avec Amadou Toumani Touré (ATT) et IBK. Pourtant les Maliens sont un peuple pacifique qui a su respecter chacun de ses dirigeants, y compris dans la dictature, jusqu'au point de non rupture où les ils ont parfois exprimé leur ras-le-bol avec une extrême violence. On se souvient encore avec effroi des scènes où des personnes, des voleurs et autres malfrats, ont été brûlées vives sur la voie publique par des foules hystériques, selon ce qu'elles ont cyniquement appelé Article 320 (le prix de 1 litre d'essence et d'une boîte d'allumettes).

Ces agissements et bien d'autres encore, comme les casses de biens publics et particuliers, ont montré à d'autres compatriotes et au monde entier jusqu'à quelle extrémité peuvent aller les Maliens s'ils sont dépités et en colère. Mars 1991 a été un tournant dans l'histoire du Mali indépendant. À partir de cette





date, en effet, les héritiers des grands royaumes et empires ont basculé dans la violence comme mode d'expression de leur dépit face à des pouvoirs qui travaillaient pour le bien et le bonheur de quelques concitoyens privilégiés, au détriment de la masse qui sombre dans une paupérisation sans fin. Un penseur a dit que les foules en colère sont des foules sans Dieu. Cela cadre parfaitement avec le cas malien même si les Maliens sont habituellement un peuple de grande croyance. Depuis Mars 1991, date de chute sanglante de Moussa Traoré et de l'avènement de la démocratie pluraliste, les Maliens, particulièrement la jeunesse, sont devenus presque intolérants. En effet, les jeunes maliens qui ont entre 21 et 40 ans n'ont connu que l'ère démocratique qui, malheureusement, a connu des épisodes de violentes contestations du pouvoir à l'image de ce que fut la lutte contre la dictature. Parallèlement, nos compatriotes semblent s'opposer à tout. Il est vrai que la corruption d'une grande partie de la classe politique n'est pas étrangère à une telle attitude mais elle n'explique pas tout. Tout se passe pourtant comme si les Maliens ne sont plus d'accord avec rien. Les anciennes valeurs de respect mutuel, d'humanité, de tolérance, bref de Maaya (l'humanisme soudanien) sont de plus en plus piétinées rendant parfois tout dialogue difficile. Le Mali est-il encore le Mali sans le respect dû aux Anciens et aux Légitimités traditionnelles ? Assurément non. Ce sont pourtant ces valeurs qui rendaient toute relation possible et constituaient les fondements de notre société. Or l'éducation telle qu'elle se passe aujourd'hui dans les familles, dans les rues, à

l'école, contribue à la déchéance de notre société sans que les autorités politiques et traditionnelles puissent la juguler. Comme le dit un adage bamanan « Tout sacrifice est vain dès l'instant où la guerre est aux portes du village ». Certes le régime d'IBK était devenu indéfendable pour son incapacité à mettre en place une gouvernance vertueuse et méritait de ce fait de « dégager ». Cependant force est de constater que les militaires qui l'ont renversé ne se sont pas particulièrement révélés porteurs des idéaux qui ont prévalu à la forte mobilisation des Maliennes et des Maliens derrière le M5-RFP. Après avoir admis publiquement avoir « parachevé l'œuvre du M5-RFP », les militaires n'ont eu de cesse de trahir le Mouvement historique jusqu'à la mise en place des Institutions de la Transition. Cette attitude des militaires, qui a été considérée comme une forfaiture par Choguel Kokalla Maïga et ses camarades, a jeté le discrédit sur la Transition et posé la question de sa légitimité. A telle enseigne que le M-RFP n'exclut pas de remobi-

liser ses troupes pour une rectification de la lutte qui a renversé IBK  
Or la Transition avait besoin du soutien de tous pour mener à bien le projet de refondation du Mali. Au lieu de quoi, les Maliens restent divisés sur les choix des hautes autorités de la transition et de certains membres du Gouvernement. Certes le consensus sur les hommes est difficile. Cependant celui-ci aurait des chances d'être atteint si l'avis de chacun comptait. Or le M5-RFP, principal artisan de la chute d'IBK, a été trahi par le CNSP et écarté de la Transition pendant que les membres de la junte militaire envahissaient le Gouvernement de Transition en le mettant sous sa coupe. Aujourd'hui, les Maliens sont partagés entre les sentiments de confiance à l'Armée dans la refondation du pays et ceux du détournement des fruits de la contestation populaire. C'est ce genre de sentiment qui a été à la base de grands bouleversements dans notre pays. Encore une fois, des Maliens se sentent floués par les tenants du pouvoir. Cette situation est porteuse de grandes frustrations qui, il faut l'espérer, sauront faire place à la volonté générale de reconstruction nationale. Si les Maliens semblent ingouvernables aujourd'hui, c'est parce qu'ils ne sont plus disposés à laisser leur vie hypothéquée après 60 années d'une indépendance qui tarde toujours à leur apporter la seule chose qu'ils recherchent : L'ESPOIR. L'espoir de vivre décemment en paix, d'élever leurs enfants dans le respect de nos valeurs fondamentales de société. Cet Espoir que la Transition est censée susciter pour que ce grand Peuple qu'est le Mali retrouve enfin la paix et la tranquillité ainsi que son rang de pays majeur en Afrique.

■ Diala Thiény Konaté



# Les affabulations de Issa Kaou N'Djim sur fond de trahison du M5-RFP : vise-t-il le CNT?

**L**e coordinateur général de la CMAS (Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko), Issa Kaou Djim veut désormais écrire l'histoire à sa manière, en faisant de ses diatribes contre le M5-RFP un escalier pour bénéficier de dividendes indus. Une manière abjecte pour un homme qui n'a que sa bouche comme principale arme, étant complètement dépourvu d'intelligence et de morale... En somme, un homme immature en quête de prébendes !

Voyant que ses agitations stériles ne servent à rien dans sa tentative de diabolisation du M5-RFP, les responsables de ce mouvement bénéficiant de la confiance des maliens qui voient leur victoire volée par une junte qui peine à tracer une voie pour le Mali, malgré la nouvelle architecture institutionnelle taillée sur mesure sur fond de trahison mise en place par leur soin, Issa Kaou Djim décide de sortir du bois à travers une conférence de presse tenue le samedi dernier.

Occasion pour lui d'apporter tout son soutien aux nouvelles autorités dans la mise en œuvre de la feuille de route de la transition. Un soutien qui passe, selon lui, par « la refondation

**de l'Etat qui passe par la relecture des textes fondamentaux (la constitution, la loi électorale, la charte des partis politiques), l'amélioration de la gouvernance à travers une lutte acharnée contre la corruption, la délinquance financière, le népotisme et le favoritisme ».**

Mais aussi « **du système éducatif au profit d'une école plus performante, le renforcement des forces de défense et de sécurité afin d'avoir une armée plus performante et capable de faire face aux défis du moment, et l'amélioration du système de santé sur l'ensemble du territoire à travers la construction, l'équipement adéquat des structures, le recrutement et la formation du personnel de qualité ».**

Enfin, dans une déclaration, l'homme jette les masques : « La CMAS est prête à accompagner la transition à travers sa participation au Conseil national de la Transition qui sera mis en place... félicité les autorités de la Transition pour avoir réussi la libération de l'ex-chef de file de l'opposition, Soumaila Cissé... La CMAS réaffirme son soutien total et inconditionnel à son parrain l'imam Mahmoud Dicko, tout en

condamnant fermement et énergiquement les allégations calomnieuses dont il fait l'objet ». Comme on le voit, toutes les agitations jusqu'ici observées chez le coordinateur de la CMAS, avec l'onction de son parrain, subitement et curieusement devenu amorphe, c'est juste pour avoir de quoi se mettre sous la dent. Après des maroquins au gouvernement de transition, l'objectif Dicko-Djim est de pouvoir placer nombreux de leurs compères au sein du Conseil National de la Transition ! Une offense aux victimes des événements des 10, 11 et 12 juillet 2020 qu'on snobe et qu'on feigne défendre (Allahou-Akbar).

Qui l'aurait cru ? Un imam Mahmoud Dicko, qui avait réussi à cristalliser toutes les attentions sur lui et en lequel les maliens voyaient un homme droit, épris de justice et surtout craignant Dieu, qui s'avère enfin de compte être un homme foncièrement intéressé par l'argent, le luxe et les prestiges de ce bas-monde, au point de poignarder des hommes et des femmes qui lui avaient fait l'insigne honneur de le considérer comme leur autorité morale ! Qui croire, qui ne pas croire ? Une seule certitude, c'est que le M5-RFP, loin d'être ébranlé ou perturbé par des tentatives visant à l'affaiblir ou à créer de la division en son sein, est plus que jamais déterminé aujourd'hui à poursuivre son combat pour le vrai changement au Mali. Le Mouvement est conforté aujourd'hui dans cette voie et plus que jamais requinqué, après que les brebis galeuses et autres opportunistes de mauvais alois ont été démasqués et obligés en conséquence de s'autoexclure de ses rangs !

■ Yama DIALLO



# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**

## Enterrement de vie de jeune fille : Entre imitation et tradition

**Importé d'Occident, où il célèbre les dernières heures de célibat d'une future mariée, l'enterrement de vie de jeune fille est encore balbutiant au Mali, mais réel. En général, ce sont les meilleures amies de la mariée qui lui font une surprise. Une certaine catégorie de Maliennes s'y prête désormais, mais dans des proportions bien moins « sexy » que sous d'autres cieux.**

Une fois n'est pas coutume, Mariam Diop, mariée il y a trois mois, a organisé son enterrement de vie de jeune fille avec l'aide de son mari. Ce dernier a pris en charge les dépenses y afférentes, en louant pour l'occasion un appartement. La désormais nouvelle mariée avait l'habitude de voir cela dans des films, mais elle ne s'imaginait pas un jour faire pareil. « Pour moi, c'était de la folie », confie-t-elle. Mais, avec le temps, sa perception a évolué. Des amies à elle organi-

sent des soirées de ce type, elle y a trouvé de l'intérêt et a décidé d'immortaliser ses derniers jours de célibataire, soutient-elle. Hormis le photographe, aucun homme n'était invité à la soirée et Diop tient à préciser qu'elles ne sont pas dénudées. La tendance, aussi nouvelle soit-elle, se vit dans la discrétion que s'imposent les jeunes dames. Car, selon beaucoup, regards indiscrets rime avec jugements de valeur. « Si on se réfère à ceux qui le font, la présence des hommes est primordiale pour

la réussite de la journée, donc ça peut prendre une autre tournure. Qui sait si elles ne font pas déjà ici ? », se questionne Nouhan Gas-sama, un commerçant qui juge la pratique complètement contraire à nos mœurs.

### Une tradition qui se perd

Sous des formes bien différentes existait une tradition prénuptiale au Mali. Une fête était organisée par les amies de la future mariée. Une cérémonie symbolique, une semaine avant le mariage, où ces dernières exprimaient leur joie par des pas de danse et en entonnant des chants. Des « démonstrations » qui se poursuivaient jusqu'à après le mariage, raconte Fatoumata Sylla, conseillère conjugale. « Pendant la semaine nuptiale, Kogno so, les amies de la nouvelle mariée continuaient à chanter. La tradition conviait à la fin le nouveau marié à leur donner de l'argent ».

**Maryam Camara**  
Journal du Mali







## Côte d'Ivoire : Les principaux partis d'opposition absents de la table des discussions

Pour négocier, l'opposition ivoirienne compte sur la communauté internationale. Le gouvernement avait convié les partis et groupements politique à une « séance de travail » sur le « cadre d'organisation du scrutin », alors que le pays connaît une crise politique à l'approche de l'élection présidentielle. D'abord prévu pour le 14 octobre, puis le 15, la reprise du dialogue entre le gouvernement et les partis politiques s'est finalement tenue ce samedi dans une salle de la primature. Mais les principaux partis ou mouvements d'opposition, PDCI, FPI-AFFI, EDS ne se sont pas présentés.

C'est en face d'une chaise vide qu'Hamed Bakayoko a pris place à la table du dialogue politique. Seuls les représentants du RHDP, et d'autres petits partis peu significatifs, étaient présents. Avant de débiter les échanges, le Premier ministre a dénoncé la stratégie de l'opposition qui consiste, selon lui, à créer un rapport de force dans le pays, voire des troubles, pour aboutir au report du scrutin.

« Je veux leur dire notre foi en l'aboutissement

de ce processus, pour que les gens arrêtent de penser qu'il va il y avoir une situation exceptionnelle pour nous imposer des choses, on n'a pas besoin de cela. Qu'ils viennent, pour que nous puissions discuter entre frères, dans un dialogue ivoirien, parce que la solution ne viendra jamais de l'extérieur. »

Un dialogue national, c'est justement ce que ne souhaite plus l'opposition qui a perdu confiance dans le gouvernement, et dans les institutions, jugées inféodées au pouvoir. Pas-

cal Affi N'Guessan, président de la branche du FPI-reconnu par les autorités, se défend toutefois de tout refus de dialoguer.

« Cette réunion n'avait plus de raison d'être, il fallait que nous tous nous en remettions à la médiation internationale. Après si nous avons un début de compromis, on peut se retrouver pour finaliser, mais je ne vois pas pourquoi, alors qu'une mission arrive dimanche, convoquer les gens samedi ? Ca n'avait aucun sens, c'était sans objet. »

Une mission de la Cedéao est en effet attendue ce dimanche à Abidjan. Sur la même ligne, Henri Konan Bédié, président du PDCI a écrit dans une lettre, rendue publique hier, vouloir « compter sur la communauté internationale », l'ONU en particulier, pour trouver des solutions à cette crise politique.

### Des actions de désobéissance civile, dans l'est du pays notamment

Certaines mobilisations se sont déroulées dans le calme, d'autres ont été émaillées de violences. Reportage sur l'axe Daoukro-Bongouanou.

## Chine : L'armée renforce ses défenses militaires face à Taïwan avec le DF-17

Après le défilé des missiles de Kim Jong-un en Corée du Nord, la Chine renforce ses défenses face à Taïwan. De nouveaux systèmes de missiles balistiques sont déployés le long du détroit de Formose, indiquent ce dimanche des sources militaires chinoises relayées par la presse de Hong Kong.

Le Dongfeng-17 avait fait frissonner caméras et appareils photos lors de sa première apparition pour le défilé du 70e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine il y a un an à Pékin. Aujourd'hui, ce long missile balistique au nez en forme de pointe blanche effilée aurait resurgi sur la côte sud-est chinoise.

Selon les informations du South China Morning Post, l'engin roulant à combustible solide est en phase de déploiement pour remplacer progressivement les anciens matériels alignés

pendant des décennies face à Taïwan.

À en croire les experts, ce geste irait au-delà d'un simple renouvellement des équipements. En gonflant ses bases de missiles sur les théâtres de l'est et du sud, l'Armée populaire de libération fait plus que bomber le torse. Elle indique qu'elle se prépare à une éventuelle invasion de ce que Pékin considère comme une « province séparatiste ».

Les anciens missiles DF-11 et DF-15 n'avaient pas la capacité de survoler les chaînes de montagnes et d'atteindre les bases aériennes

taiwanaises de Taitung et Hualien, selon un spécialiste cité par le quotidien anglophone hongkongais, alors que le DF-17 a une portée de 2 500 kilomètres.

### Des tensions après une série de contrats avec les États-Unis

Ces révélations sur un renforcement militaire dans les provinces du Fujian et du Guangdong en Chine populaire interviennent dans un contexte de tensions ces dernières semaines après la signature par le gouvernement Tsai Ing-wen d'une série de contrats avec les États-Unis portant sur l'achat d'armes telles que les missiles Patriot américains.

Ces révélations arrivent aussi cinq jours après la visite de Xi Jinping dans un camp du corps des Marines dans le sud-est de la Chine, où le président chinois a demandé aux soldats de « rester très vigilants et de se préparer à la guerre ». Une éventualité jugée vendredi peu probable par Robert O'Brien, conseiller du président Donald Trump, « avant 10 ou 15 ans ».

Source : RFI



# Présidentielle en Guinée : Alpha Condé, portrait d'un animal politique

À 82 ans, l'actuel chef de l'État se présente à l'élection présidentielle de ce 18 octobre pour briguer un troisième mandat suite à l'adoption controversée d'une nouvelle Constitution en mars dernier. D'opposant historique aux présidents Sékou Touré puis Lansana Conté à président de la République de Guinée, retour sur le parcours d'un homme aux multiples facettes parfois contradictoires.



Lorsqu'il tient meeting, Alpha Condé se métamorphose. D'une voix rauque qui semble venue des tréfonds, il harangue la foule, arpente l'estrade tel un félin, grimace et mimique comme un comédien. « Dans ces moments-là, il est sur une autre planète, je n'essaie même pas de lui parler », confie un proche collaborateur.

Né le 4 mars 1938 dans la région de la Basse Côte, ce Malinké d'origine, éduqué au collège des pères, part en France dès l'âge de 15 ans pour suivre ses études. Au lycée Turgot à Paris, il tisse des liens d'amitié qui dureront toute sa vie, notamment avec Bernard Kouchner. À la Sorbonne, mais aussi à Sciences-Po, Condé

côtoie Jean-Pierre Chevènement, André Santini, Pierre-André Wiltzer, Michèle Alliot-Marie et surtout l'africaniste Albert Bourgi qui restera l'un de ses plus fidèles compagnons. Le banquier d'affaires Jean-Paul Dessertine se rappelle « un garçon très élégant, et un brin séducteur. Le portrait type de l'étudiant africain révolutionnaire à l'époque ! »

Alpha Condé traîne une sulfureuse réputation de « gauchiste » à la « mauvaise influence » sur les étudiants africains qu'il prend sous son aile et guide dans les couloirs de la cité universitaire. « Il disait souvent : " Quand je serai président ", il y croyait dur comme fer, nous un peu moins, mais finalement c'est lui qui

avait raison », constate Edmond Jouve, alors professeur à la Sorbonne.

Il milite au SNESUP (Syndicat national de l'enseignement supérieur) et à la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France dont il devient président, puis coordinateur des groupes nationaux à l'époque où l'organisation se déchire en luttes fratricides qui opposent les orthodoxes pro-Moscou aux partisans de la Chine ou de l'Albanie dont il fait partie.

D'abord favorable à Sékou Touré, qui vient de proclamer l'indépendance après le « non » historique au référendum de 1958, il s'en éloigne trois ans plus tard au vu du tournant autoritaire que prend le régime qui le condamnera à mort par contumace en 1970.

« Lorsqu'il a sonné à ma porte pour me montrer l'article sur sa condamnation, j'ai tout fait pour que son contrat d'assistant soit renouvelé », se souvient Edmond Jouve. Au milieu des années 1970, Alpha Condé entre à la société de négoce Sucres et Denrées, mais ne perd pas de vue la politique. Il voyage dans toute l'Afrique de l'Ouest et pose les bases de ce qui deviendra son parti, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG).

## Un « sentimental »

Organisés en cellules cloisonnées pour plus de sécurité, les militants de la première heure se souviennent des tracts transportés dans des paquets de lessive pour traverser la frontière ivoirienne. Mais aussi de la répression, des sévices et de la prison. L'héritage est encore présent au sein du RPG, où le cloisonnement et la centralisation restent forts : le parti n'a officiellement plus de président depuis qu'Alpha Condé a accédé à la magistrature suprême.

Il rentre au pays en 1991 et se présente à l'élection présidentielle en 1993, puis en 1998, mais il est arrêté peu avant la proclamation des résultats et condamné à cinq ans de prison pour atteinte à la sûreté de l'État au terme d'une « guérilla judiciaire » dont son ami, l'avocat Me Boukounta Diallo, se souvient avec émotion.

Gracié trois ans plus tard, « il sort de prison endurci et renforcé dans sa détermination, estime un proche. Il peut donner l'impression d'être impulsif et brutal, mais il est sentimental. Il peut avoir de la maladresse ou de l'irascibilité, ce sont des comportements qu'il n'a



jamais su maîtriser mais ce n'est pas de la méchanceté. »

En 2010, « l'opposant historique » n'a jamais été membre d'aucun gouvernement et s'en sert pour présenter une image de candidat neuf aux « mains propres ».

« J'ai hérité d'un pays, mais pas d'un État », dit-il pour expliquer l'ampleur de la tâche. Dix ans plus tard, Alpha Condé se targue d'avoir mis au pas l'armée, construit des barrages hydroélectriques qui devraient démultiplier la production énergétique du pays et révisé les contrats miniers. Mais la population ne ressent pas les retombées de la forte croissance, portée uniquement par l'exportation de bauxite.

Au milieu des années 2010, la Guinée a pris le pari d'approvisionner l'industrie chinoise après que l'Indonésie a interdit la vente du minerai brut pour encourager la transformation locale et que la Malaisie a décidé d'en suspendre sa production, car trop polluante.

Ainsi, le pays termine pour la première fois un programme économique et financier avec le FMI. Malgré cela, il stagne toujours en queue de peloton des indicateurs de développement.

### La politique dans le sang

« Même président, Alpha Condé continue de faire des discours d'opposant », juge un observateur. Ses cibles favorites sont ses deux principaux concurrents politiques, Cellou Dalein Diallo et Sidya Touré, deux anciens Premiers ministres qu'il accuse d'avoir « mis le pays à terre » lorsqu'ils étaient aux affaires sous le régime militaire de Lansana Conté. Mais au fil des années, le chef de l'État a fait revenir auprès de lui nombre d'anciens cadres de la Seconde République. Parmi eux, son actuel Premier ministre, Ibrahima Kassory Fofana, son conseiller spécial, Tibou Camara, ou le secrétaire général à la présidence, Kiridi Bangoura. Une ancienne garde qui cohabite avec de nouvelles têtes, plus jeunes, comme son chef de cabinet, Ibrahima Khalil Kaba, ou son chef du protocole, le très énergique et multitâche Mamadi Sinkoun Kaba.

Alpha Condé a la politique dans le sang. « Il y a consacré toute sa vie », fait remarquer l'analyste Kabinet Fofana. Même ses plus fervents adversaires reconnaissent ses talents de stratège. Il a su diviser l'opposition en lui tendant

la main, faisant rentrer au gouvernement certains de ses plus fervents détracteurs comme Mouctar Diallo, actuel ministre de la Jeunesse ou encore Sidya Touré qui occupe pendant plus d'un an le poste de haut représentant du chef de l'État. Il sait jouer de la rivalité qui oppose Bah Oury à Cellou Dalein Diallo, les frères ennemis à la tête de l'UFDG. Accusé de jouer la carte ethnique, Alpha Condé s'en défend, invoquant ses compagnons de lutte peuls ou encore ses convictions panafricanistes.

Réélu dès le premier tour en 2015, le président promet de dédier son second mandat aux femmes et aux jeunes mais son gouvernement n'applique pas encore la parité introduite dans la nouvelle Constitution. Surnommé « Papa promesse » par ses détracteurs, Alpha Condé annonce, décide, ordonne : « Une tablette pour chaque étudiant », « la santé gratuite pour tous », « l'électricité, l'eau courante », « des emplois pour les jeunes » ... Et s'exaspère de voir que l'exécution fait défaut. La raison, selon ses proches ? Le chef de l'État est omniprésent et veut tout contrôler, au risque de tomber dans la micro-gestion. Il lui arrive d'appeler directement de simples citoyens pour

s'enquérir de l'état de son pays.

### « Alpha Condé se noie dans les détails »

En 2013, il prend personnellement en main la réponse à l'épidémie d'Ebola. Encore aujourd'hui, on l'entend commander les boîtes de sardines destinées à confectionner les sandwiches pour ses délégués de campagne ou les tee-shirts aux couleurs du parti. « Alpha Condé se noie dans les détails », regrette un proche. Il aime le contact ; en plein meeting, il descend de l'estrade et disparaît dans la foule, « ce qui rend folle sa garde rapprochée ». Le président va vite, très vite. Il vit à un rythme effréné sautant d'avions en hélicoptères pour inaugurer à tout va. Il prend néanmoins le temps d'éplucher la presse internationale ou parler de son parcours. Il connaît tous les secrets de la politique africaine et française et prend un plaisir visible à évoquer ses relations avec les grands de ce monde.

« Je serai le Mandela de l'Afrique de l'Ouest », proclamait-il au lendemain de son élection en 2010, en référence à son passé d'opposant emprisonné. Mais Mandela n'a fait qu'un mandat,

rappellent ses opposants. Il est « la plus grande désillusion de l'histoire politique de notre pays », réagit le Front national de défense de la Constitution à l'annonce de sa candidature à un troisième mandat après l'adoption controversée d'une nouvelle Constitution. « Libérez Alpha Condé », chantait le reggaeman Tiken Jah Fakoly. Aujourd'hui, c'est son titre « Alpha devient fou » qui résonne dans les haut-parleurs lors des manifestations du FNDC.

Même ses amis de longue date peinent à évoquer ce « revirement ». Alpha Condé s'agace. « Est-ce que la Guinée est le seul pays où un président en exercice fait une nouvelle Constitution qui peut lui permettre de se représenter ? Pourquoi en fait-on un scandale ? » Il semble convaincu de ne pas avoir terminé son travail : « Nous n'avons eu que sept ans et demi avec l'épidémie Ebola », lance-t-il à ses militants. « La Sierra Leone et le Liberia aussi », lui répondent ses détracteurs.

### « Permettre une alternance est une sorte de capitulation »

« Il y a aussi une logique personnelle, c'est moi ou rien... Il trouve que permettre une al-

ternance est une sorte de capitulation. Il estime que les premiers présidents sont morts au pouvoir, alors pourquoi pas lui ? », analyse Kabinet Fofana. « Il a peut-être raison mais l'hubris du pouvoir semble lui tourner la tête », estime un proche qui a vu « s'aggraver le tempérament autoritaire » de l'ancien « Mao » converti à la démocratie. La Chine, la Turquie et de la Russie sont aujourd'hui ses principaux alliés. « Mais Alpha n'a ni la brutalité ni la poigne d'un autocrate, il oscille sans basculer », ajoute-t-il.

« C'est extraordinaire que je sois considéré comme un dictateur », s'exclame-t-il dans une récente interview à RFI, avant de balayer d'un revers de main les rapports des ONG internationales qui documentent les violences des forces de sécurité et les dizaines de morts en marge des manifestations depuis 2010.

« Je veux que la jeunesse prenne le pouvoir ! », lance-t-il à ses militants. Mais à 82 ans, Alpha Condé reste plus déterminé que jamais à rempiler pour un troisième mandat et n'a fait émerger aucun dauphin potentiel.

Source : RFI



## Mali U17 : Les aiglonnets écrasent 16-1 le standard de Bamako



**A**près la défaite 1-0 contre les Aigles locaux vendredi, les U17 du Mali se sont ressaisis de la plus belle des manières.

Les hommes de Demba Traoré, pour un 3e test consécutif ce samedi, ont écrasé 16-1 les jeunes du standard de Bamako.

Après une victoire convaincante (3-1) contre le FC Kamadja le Jeudi dernier, les Aiglonnets ont enchaîné avec deux autres amicaux pour préparer les éliminatoires de la CAN U17 2021 à venir.

Les jeunes U17 du Mali ont vite retrouvé le sourire après une défaite (1-0) contre l'équipe CHAN vendredi.

En effet, les Aiglonnets ont été sans pitié ce samedi matin face aux jeunes du Standard de Bamako. Les protégés du sélectionneur Demba Traoré se sont imposés par le score de 16-1.

Les buteurs: Quadruplé pour Issouf, triplé pour Karifala, doublé pour Adama, Ismaël et Sekongo et un but pour Boubacar, Mamadou et Moussa comme l'a annoncé l'équipe nationale U17.

**Alassane Sangho**

## LIVERPOOL : Sadio Mané testé positif au coronavirus

**S**adio Mané va manquer la prochaine rencontre face à Aston Villa. L'attaquant de Liverpool a été testé positif au coronavirus et est actuellement en quarantaine selon le protocole mis en place.

« Sadio Mane a été testé positif au Covid-19 et est actuellement en quarantaine selon le protocole mis en place », a annoncé le club dans un communiqué.

« L'attaquant, qui a débuté et marqué ce lundi contre Arsenal (3-1) présente des symptômes mineurs du virus, mais se sent en bonne santé. Cependant, comme pour Thiago Alcantara, Liverpool suit – et continuera de suivre – tous les protocoles relatifs au Covid-19 et



Mané s'isolera de lui-même pendant la période de temps requise », précise le communiqué.

Thiago a manqué le match contre Arsenal après avoir été testé positif et lui et Mané seront tous deux absents pour le voyage de dimanche à Aston Villa.

Mané, 28 ans, est en bonne forme cette saison, inscrivant les deux buts de la victoire de

Liverpool sur Chelsea avant de marquer contre les Gunners.

Son isolement forcé affectera également ses engagements internationaux. Mané a été sélectionné dans l'équipe du Sénégal pour les prochains matchs amicaux contre le Maroc et la Mauritanie.

**Source : footempo**



## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Votre activité peut être commerciale ou demander un travail en équipe qui devient efficace. Vos idées sont créatives et on vous écoute avec attention. Aujourd'hui, vous pourriez prendre la parole dans une réunion importante où on remarque vos compétences.

Votre vie amicale peut être la cause de vos dépenses par des sorties dans des endroits agréables. Il est conseillé de freiner tout de même, car de l'emballage se produit et vous pourriez être généreux à outrance, juste pour faire plaisir à l'un de vos amis.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Vous avez beaucoup de difficultés à canaliser votre colère, rester courtois relève presque de l'exploit. Vos collègues en prennent pour leur grade, vous n'acceptez pas l'injustice. Mercure vous suggère de modérer votre verbe sous peine de le regretter.

Aujourd'hui vous bénéficiez d'un petit coup de pouce de la part du destin. Si vous faites une demande pour obtenir une aide financière ou si vous pensez le faire, cela sera accordé. Votre famille participe également à la gestion du budget maison.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Malgré la convivialité, vous découvrez les vraies intentions d'un collègue et cela vous contrarie. Les astres en Lion vous donnent la possibilité de vivre un enjeu professionnel qui vous motive. La rivalité se manifeste au sein de votre entreprise.

Les dépenses sont importantes et elles concernent la vie amicale. Des sorties vous donnent l'occasion de céder aux tentations d'articles qui ne sont pas de grande utilité. La mode, les vêtements ou des objets de décoration sont vos frais principaux.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous bénéficierez d'une excellente réputation qui vous permettra de faire passer vos idées et d'affirmer vos opinions sans vous sentir mis à l'écart, comme c'est souvent le cas. Votre susceptibilité ne sera pas mise à mal !

Vous n'aurez aucune envie de vous restreindre aux dépenses indispensables. La période se prête aux sorties et autres loisirs plus ou moins coûteux. Évitez les endroits hors de prix et tout devrait bien se passer.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Des affinités avec un collègue débouchent sur de bonnes adresses que vous échangez. Il est utile d'écouter les avis de collaborateurs, bien que votre égo cherche à se placer. Dans votre service, un nouveau collègue pourrait arriver et changer l'organisation.

Faites une pause sur vos frais qui se succèdent. La période est irrésistible pour la gestion et vous avez plusieurs besoins, des nécessités de renouvellement avec des factures. L'argent s'envole et aucune économie n'est possible, mais Jupiter vous protège.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Vous bouillonnez intérieurement, vous prenez en grippe l'un de vos collègues. Votre intuition se révèle infailible, vous êtes prêt à tout pour découvrir ce qui se trame dans votre dos. Vous ne supportez plus de le voir se pavaner jour après jour.

Vous cherchez à augmenter votre pouvoir d'achat, car celui-ci semble ralentir depuis quelque temps et ça ne vous plaît pas. Ne vous inquiétez pas, sachez qu'il n'y a pas d'urgence, cependant vous préférez anticiper, vous voyez à long terme.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Les activités professionnelles donnent le sentiment d'avancer lentement. Des appuis de la part de la hiérarchie peuvent intervenir et vous ouvrir les portes. Les fonctions actuelles peuvent faire appel à un travail en équipe. On vous demande d'être réactif.

Des tentations peuvent se présenter et elles concernent des objets décoratifs ou des accessoires de mode. Pour réaliser des économies, vous devez faire appel à l'imagination et au bon sens. De la récupération ou du bricolage pourraient vous intéresser.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Perspicace et compétent, vous êtes sur la bonne voie pour voir évoluer votre carrière. Vous proposez des changements qui ne seront pas accueillis favorablement au départ, mais qui feront leurs preuves par la suite. Tenez bon !

Si vous avez produit une oeuvre intellectuelle, vous pourriez en tirer profit ! Qu'il s'agisse d'un livre, d'une nouvelle, d'un scénario ou d'une pièce de théâtre ou encore d'un essai, n'hésitez pas à le montrer, à le proposer pour être édité.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Les joies dans votre carrière et votre vie ne doivent pas vous faire oublier d'être prudent. Si vous signez un contrat, soyez vigilant. Neptune en Poissons pourrait vous rendre aveugle sur les points d'un contrat. Il est important de lire entre les lignes.

Votre tempérament enflammé et positif ne va pas générer d'économies. Vous pourriez dépenser pour votre véhicule, acheter des gadgets pour l'aménager ou acquérir du mobilier nouveau pour arranger votre lieu de vie. Cependant, les dépenses restent modérées.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vénus favorise les bonnes opportunités, la chance est avec vous, il y a fort à parier que vos initiatives soient couronnées de succès. Les heures supplémentaires et votre investissement hors norme sont la clé de votre réussite. Vous faites des envieux.

Si vous avez demandé une augmentation, alors faites attention de ne pas dilapider votre argent. L'argent arrivera sur votre compte ce qui permettra à votre budget de pouvoir fonctionner correctement. Vous faites de vraies bonnes affaires.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Des démarches s'amorcent pour trouver un meilleur job en rapport avec vos compétences. Des étapes sont nécessaires pour trouver votre poste professionnel idéal et des choix restent possibles. Des personnes peuvent vous donner de bonnes adresses.

Faire des concessions vous semble difficile, vous réalisez que votre attitude à l'argent expose à des risques de déséquilibre. Vous êtes dans une période de séduction qui entraîne de fortes dépenses. Ces frais s'associent à vos charges habituelles.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Un désaccord est possible avec votre direction. Jupiter en carré ne plaide pas pour une entente satisfaisante. L'autorité exprimée par votre chef aura du mal à passer ! Votre sens de la répartie vous sera fort utile !

La Lune met l'accent sur vos finances et sur la nécessité de vous montrer plus vigilant que vous ne l'êtes actuellement. La dissonance Jupiter/Neptune toujours active continue de faire planer une menace sur les risques d'erreur. Ne soyez pas laxiste !

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous